La rebelle de la médecine

LILIANNE LACROIX

Quand elle s'est fait renvoyer du collège des soeurs du Sacré-Coeur, son père l'a regardée calmement : « Il paraît qu'on ne veut plus de toi ! »

Ce n'est pas d'hier que le Dr Guylaine Lanctôt, auteur du best-seller « La mafia médicale » est perçue comme un drôle de numéro, un peu marginale et surtout très rebelle.

Son père ne serait nullement surpris des problèmes qu'elle éprouve actuellement avec le monde médical, Collège des médecins en tête.

« Ce livre, je l'ai écrit avec mon père... » affirme-t-elle.

Pour ceux qui se surprendraient puisque son père est mort depuis près de 30 ans, elle ajoute calmement : « Télépathiquement. Tout au long du livre, il m'a inspirée, je sentais son énergie omniprésente. C'est d'ailleurs lui qui m'a initiée à toute cette magouille pharmaceutique. »

Son père était pharmacien et même propriétaire d'une compagnie pharmaceutique, membre à part entière donc de cette « mafia médicale » que le Dr Lanctôt dénonce. Comme elle toutefois, il était critique, très critique. Il aimait bien les médecins mais avait le système en horreur et reprochait au gouvernement d'obliger les petites compagnies pharmaceutiques à se procurer des équipements coûteux pour répondre à des normes totalement inutiles, qui n'avaient pour but que de servir la grosse industrie en faisant disparaître les petits joueurs qui osaient jouer dans leurs pattes. Sa compagnie étant de taille moyenne, il a tout de même pu tirer son épingle du jeu. Quant à sa mère, avec un garçon et sept filles (dont trois sont déjà décédées), elle a eu du travail plein les bras : à 88 ans, elle a lu le livre de sa fille en deux nuits : « Ma chérie, je suis d'accord avec chaque mot de ton livre », aurait-elle dit à l'auteur.

Pendant deux ans, après son renvoi qu'elle a littéralement provoqué parce qu'elle en avait assez de l'école, Guylaine Lanctôt a travaillé comme secrétaire... illégalement en raison de son jeune âge (14 ans)... et aussi comme entraineur de chevaux. Puis, elle a pris sa décision : elle serait médecin. « Vos examens ne sont pas assez forts, vous devez vous inscrire en seconde et non en première », lui a dit la directrice du Collège français où elle s'est inscrite. Mais elle n'avait pas de temps à perdre, surtout pas dans ce système scolaire qu'elle exécrait.

Le jour venu, c'est dans les rangs de première que Guylaine Lanctôt s'est postée : « Il y a une erreur. Je suis censée être en première », a-t-elle répété, imperturbable, devant le professeur, puis encore devant la directrice. On l'y a laissée. Sa première année de médecine, elle l'a faite à Paris avant de venir terminer son cours à Montréal.

Elle aurait voulu être pédo-psychiatre, mais la séance d'électro-chocs l'en a dégoûtée à jamais. Elle aurait voulu devenir pédiatre mais ne pouvait supporter de voir « ces enfants qu'on attachait pour qu'ils n'arrachent pas leurs tubes »...

PHOTO LUC-SIMON PERRAULT, *La Presse*

Le Dr Guylaine Lanctôt, auteur du best-seller « La mafia médicale » : « Nous sommes les responsables de notre maladie et nous avons fait en sorte qu'elle arrive. »

Elle venait de se marier avec un confrère qui se spécialisait en chirurgie vasculaire. Sa première grossesse lui a donné le temps de réfléchir à son avenir : « J'avais l'impression de sortir de cinq ans de prison, dit-elle. Le cours de médecine n'est pas fait pour rendre créatif, c'est l'annihilation quasi totale de toute pensée personnelle. »

C'est son mari qui lui a suggéré de se pencher sur un problème dont personne ne se préoccupait : celui des varices. Ce petit problème qui devait la distraire pendant son congé de maternité l'occupera pendant vingt ans. Il y avait là un terrain inexploité qui intéressait autant la femme d'affaires que le médecin. La médecine pratique, elle n'a jamais voulu s'y consacrer plus de deux jours par semaine, incapable, dit-elle, de s'installer dans une routine. Quand elle a divorcé en 1978, elle a gardé les quatre enfants et laissé les huit cliniques à son mari et à ses associés. Elle est repartie en affaires, ouvrant de nouvelles cliniques à Montréal, Laval, Toronto et aux États-Unis. Elle s'était fait un nom en phlébologie en osant, oh horreur ! contredire un des grands spécialistes mondiaux des varices en plein congrès international. Aussitôt, elle est elle-même devenue une référence. Avec sa soeur Henriette, elle a fondé le Bottin des Femmes qui devait devenir l'Association des femmes d'affaires du Québec.

Depuis des années, elle avait entrepris une sorte de quête initiatique qui l'a amenée vers les médecines douces, les guérisseurs, les spécialistes en télépathie... « J'y allais sans préjugés, en me fiant à mon instinct », dit-elle.

En 1983, déjà, elle écrivait sur le mur de ses cliniques : « Santé illimitée ».

« C'est seulement dix ans plus tard que j'ai compris ce que cela voulait dire » avoue-t-elle. C'est ainsi qu'elle écrivait au début de son livre : « On peut améliorer sa santé à l'infini... et même connaître l'immortalité. »

Quand ses amis tombent malades, elle leur envoie une carte de félicitations : « Félicitations pour ta maladie et ne te remets pas trop vite. » Pour elle, la maladie représente une occasion de déceler un malaise de l'âme et d'évoluer comme humain. « Nous sommes les responsables de notre maladie et nous avons fait en sorte qu'elle arrive. » Par conséquent, selon elle, nous sommes maîtres de la faire cesser si nous le désirons.

« Comme lectrice, j'ai certaines réticences, mais globalement, je réagis bien, déclare Mme Diane Lemelin, directrice de l'Association des femmes d'affaires, qui la connait bien. C'est une démarche courageuse dont le besoin la rongeait depuis longtemps. C'est une femme honnête, intègre, une communicatrice qui ne pouvait taire ses découvertes. »

Car Guylaine Lanctôt a la foi, peut-être pas celle qui transporte les montagnes mais à tout le moins celle qui fait vendre des livres. Ce qu'elle dit, elle y croit. La question est de savoir si elle dit, en toute sincérité, des inepties ?

Chose certaine, ses découvertes font carrément dresser les cheveux de la quasi-totalité des scientifiques, qui hurlent à l'incompétence et à l'ignorance crasse quand ils ne taxent pas tout simplement la phlébologue de mauvaise foi.

L'été dernier, trop habitée par son livre, elle a vendu toutes ses cliniques et abandonné sa pratique. De temps à autre, elle donne une conférence. Des rumeurs de faillite planaient autour de ses cliniques, mais nous n'avons pu, malgré plusieurs recherches, en trouver la moindre trace : « Non, je n'ai jamais fait faillite, assure-t-elle en souriant, mais ça m'arrivera bientôt. Je suis arrivée au bout de mes économies. » À cause de son livre, elle se croit en danger de mort. Elle ne sait pas ce que l'avenir lui réserve, à part la perte de son titre de médecin, qu'elle juge inévitable « parce qu'elle s'est attaquée à un système, une *mafia* qui n'admet pas la contestation ». Dans l'esprit de plusieurs, elle deviendra alors une martyre.

Quand elle dit que les vaccins ont causé le sida, qu'ils ont décimé des populations entières en Afrique, quand elle suggère que la campagne de vaccination massive contre la méningite réalisée uniquement au Québec aura sans doute servi à se débarrasser sciemment d'un peuple encombrant (le nôtre), quand elle assure qu'on a découvert le remède contre le cancer mais qu'on l'a caché depuis des années, les médecins haussent les épaules et parlent de paranoïa. Ils négligent toutefois la puissance de la foi. Ces « énormités » qu'elle dit, comme les qualifierait le corps médical, elle y croit. Et c'est parce que le public sent que cette foi est réelle qu'il a tendance, malgré les longueurs et les maladresses du livre, malgré ces affirmations somme toute étonnantes, à y croire un peu lui aussi.

« De la bouillie pour les chats ! »

Les médecins ne voudraient même pas y toucher. À les entendre, les théories du Dr Guylaine Lanctôt seraient tellement farfelues qu'ils ont l'impression de se ridiculiser en les commentant. Pourtant, elle n'est pas complètement seule dans le camp antivaccins : de nombreux adeptes et spécialistes de médecines douces abondent à peu près dans le même sens. Mais ils ne sont pas médecins. Le Dr Lanctôt, elle, l'est, du moins jusqu'à nouvel ordre et c'est pourquoi sa prise de position fait tant de bruit.

Le seul nom du Dr Lanctôt plonge presque le Dr Jean-François Chicoine, pédiatre à l'hôpital Sainte-Justine dans une crise d'hystérie. Selon lui, la sortie du Dr Lanctôt est immorale, voire criminelle : « Qu'elle incite les gens à se détourner des vaccins, c'est épouvantable, dit-il. Toute sa carrière, elle l'a passée à soigner des varices. A-t-elle seulement vu un enfant mourir d'une de ces terribles maladies ? Sur le plan scientifique, ses théories relèvent du délire pur et simple. Quand elle prétend que, dans les pays où la vaccination n'est pas obligatoire, la maladie diminue à la même fréquence que dans les pays où elle l'est, c'est une énorme fausseté. Il s'agit là d'un des sujets les plus documentés. Je pourrais vous apporter des kilomètres de documents prouvant le contraire. »

Diphtérie, tétanos, polio... il nous fournissait d'ailleurs des pages et des pages de graphiques démontrant la baisse de l'incidence de ces maladies suivant l'introduction des vaccins.

Médecin-microbiologiste à l'Hôtel-Dieu et spécialiste du sida, le Dr Richard Morrisset abondait dans le même sens : « Au Mali, où les vaccins sont pratiquement inexistants, un nouveau-né a seulement une chance sur cinq de se rendre à cinq ans. En Afrique, la rougeole tue deux enfants sur cinq avec cet âge. »

Tout comme le Dr Claude Lemoine, président de l'Association des pédiatres, les deux spécialistes sont d'accord pour dire que les vaccins ne sont pas complètement sans danger : « De deux maux, nous devons choisir le moindre, dit le Dr Morrisset. Quand une maladie tue 80 p. cent de ses victimes et qu'un vaccin peut la prévenir, il n'y a pas à hésiter. Il y aura certains effets secondaires mineurs, peut-être un cas grave par million, c'est tout de même préférable. »

Pour le Dr Lemoine, il est vrai, comme le souligne le Dr Lanctôt, que les cas actuels de polio, extrêmement rares, sont dus au vaccin Sabin : « Il s'agit d'un vaccin vivant, présent dans les selles et qui peut alors contaminer si on ne prend pas certaines mesures d'hygiène. Pour ces raisons, on songe à un retour au vaccin Salk. »

Selon le Dr Morrisset, le danger du livre, c'est que le Dr Lanctôt mélange allègrement théories authentiques et faussetés : « Certains prétendent que le sida peut nous venir, via une transformation virale, d'un virus un peu similaire au VIH et qui serait présent dans le singe vert. C'est une théorie qui se tient, mais ça n'a rien à voir avec les vaccins, comme voudrait le faire croire le Dr Lanctôt. »

Contrairement à beaucoup de ses confrères, le Dr Morrisset voit tout de même certaines points positifs dans « La mafia médicale ». « Ses idées sur les compagnies pharmaceutiques, j'en partage beaucoup. Dans son livre, il y a des vérités, des choses qui ont un certain bon sens et puis, à côté, des affirmations comme celles sur le sida et les vaccins : comment peut-elle dire de telles choses ? »

Il sursaute aussi à l'idée que c'est d'une maladie de l'âme que viendrait toute maladie physique : « Avec les bibittes que je vois chaque jour, ça ne tient pas. Prenez le drame qui a frappé M. Bouchard. Même si celui-ci avait été en état de grâce, il aurait tout de même été infecté. »

« Que le Dr Lanctôt pense qu'une organisation monstrueuse, politique et sociale s'acharne à détruire notre jeunesse, ça sent la paranoïa à plein nez », conclut tout bonnement le Dr Lemoine.

Si le Dr Lanctôt a raison de critiquer la déshumanisation de la médecine, elle fait complètement fausse route quand il s'agit d'expliquer scientifiquement le cancer, assure l'oncologue Joseph Ayoub : « Quand elle parle du flux et du reflux, des ondes dans l'esprit qui peuvent arrêter le cancer, ça ne tient pas debout. C'est de la bouillie pour les chats. Si nous suivions son hypothèse, nous retournerions 40 ans en arrière. Avant ces traitement de chimio et de radiothérapie qu'elle juge inutiles et cruels, les enfants étaient traités seulement par l'excision de la tumeur. Or, 15-20 p. cent d'entre eux seulement survivaient au cancer contre 50 à 60 p. cent aujourd'hui. »

S'il est d'accord pour dire que l'esprit positif chez le patient compte pour 50 p. cent du traitement, le Dr Ayoub croit que sa collègue va trop loin en s'attachant à ce seul aspect.

Il est difficile, pour ne pas dire impossible tant ils sont nombreux, d'énumérer tous les griefs des médecins face aux déclarations du Dr Lanctôt. Quasiment chaque paragraphe semble sujet à dénégation ou à précision de la part du corps médical.

Pour l'oncologue, le livre du Dr Lanctôt et surtout son succès auprès du grand public représentent toutefois un signal d'alarme : « C'est très inquiétant, dit le spécialiste. Cette réaction du peuple signifie qu'il a besoin de quelque chose. En tant que médecins, nous devons prendre les moyens pour donner à nos patients cette compassion à laquelle ils ont droit et que la médecine a délaissée en faveur du progrès scientifique. »

L'histoire se répète

L'histoire du Dr Guylaine Lanctôt n'est pas tout à fait nouvelle. Au début des années 70, le Dr Paul-Émile Chèvrefils avait été radié des cadres de sa profession par le Collège des médecins à la suite de déclarations faites à l'émission d'Yvon Dupuis à CKAC. Le Dr Chèvrefils s'était surtout fait connaître par son opposition aux vaccins. Le médecin « déchu », qui s'était converti depuis longtemps à la chiropratie et traitait ses patients uniquement avec ces techniques, avait notamment déclaré que les médecins voulaient empêcher le développement des sciences qu'ils ne contrôlent pas, que la médecine telle qu'elle est pratiquée est artificielle et constitue du charlatanisme, que le chirurgien, en opérant, enlève une partie de la vie, etc.

Il avait déjà écrit un livre : « Les vaccins, racket et poisons ? » Il y affirmait que les vaccins donnent les maladies, en créent de nouvelles et propagent la mort. Ça vous rappelle quelque chose ?

ÉDITORIAL | La Presse

Paul Desmarais, président du conseil d'administration — Roger D. Landry, président et éditeur — Claude Masson, éditeur adjoint — Marcel Desjardins, directeur de l'information — Alain Dubuc, éditorialiste en chef

Où est le pacte fiscal promis à Montréal ?

C'était le 17 août dernier. 25 jours avant les élections au Québec. Tous les sondages prévoyaient l'élection du Parti québécois. Jacques Parizeau savait donc qu'il allait devenir premier ministre. En grandes pompes, sur la terrasse de l'hôtel de ville, il s'aventurait quand même à promettre un nouveau pacte fiscal pour Montréal, reconnaissant du même coup les caractéristiques propres de la métropole. Et s'engageait à agir vite, contrairement au lambin gouvernement libéral de l'époque.

Abandon de la réforme Ryan, modification de la fameuse loi 145 qui a plongé Montréal dans la catastrophe économique, recherche de moyens pour « dégager Montréal du carcan dans lequel elle est placée ».

Quatre mois plus tard, à la veille du dépôt du budget de la ville de Montréal, la métropole reçoit de Québec à peine ce qu'il faut pour « patcher » partiellement le premier budget de la nouvelle administration Bourque. Sans vision. Sans engagement à long terme. Sans l'ébauche d'un moindre pacte fiscal. Pourtant, le PQ avait toutes les solutions avant d'arriver au pouvoir. De la parole aux actes, il y a tout un monde !

Avant et durant la campagne électorale, M. Parizeau s'est fait l'apôtre et le défenseur de la régionalisation, de la décentralisation, de la remise aux municipalités ou aux MRC de pouvoirs de taxation existants ou de nouveaux pouvoirs d'imposition, évoquant même qu'un gouvernement du Parti québécois pourrait confier aux municipalités une partie des revenus de la taxe de vente et même la collecte de leurs propres taxes. Rien n'est encore fait et les municipalités ont été obligées d'adopter leur budget 1995 sans signe de vie de Québec. Soyons justes : c'est probablement du premier budget du ministre des Finances, Jean Campeau, que proviendront les recettes miracles. Avant le référendum, tel que promis par M. Parizeau. Mais pendant ce temps, les municipalités, et plus particulièrement Montréal, ne savent plus où donner de la tête avec leurs finances.

L'arrangement, plus exactement l'espèce de ficelage intervenu entre Québec et Montréal, le gouvernement remettant à la ville quelque 50 millions de dollars nets en échange de l'acquisition d'immeubles appartenant à la Ville comme le casino et ses terrains adjacents, dans l'île Notre-Dame, ressemble véritablement à une vente de feu, une façon d'épargner les meubles, une manière de sauver la face tant de l'équipe Parizeau-Chevrette que de celle de Bourque-Forcillo. « Pierre Bourque vend la maison pour payer l'épicerie », comme l'affirme le chef de l'opposition, le conseiller André Lavallée. Montréal vendra-t-elle annuellement ses biens à Québec pour réussir à boucler son budget ?

Bien sûr, Québec doit éviter de trop donner à Montréal, de crainte de recevoir le pèlerinage des autres municipalités. Il faut trouver une formule qui ne soit ni trop explosive ni trop « exportable ». Montréal, comme la capitale Québec, doivent bénéficier d'un statut particulier. Montréal est la métropole, la ville-centre, la ville internationale du Québec. Déjà, le rapport Pichette sur l'avenir de la grande région de Montréal, chiffrait à 30 millions le coût que doit supporter Montréal comme métropole : infrastructures, accueil, entretien, etc. Québec, comme capitale, reçoit déjà annuellement 5,8 millions du gouvernement. Compte tenu de sa population et de son budget, il faudrait multiplier par sept le montant annuel que devrait recevoir Montréal du gouvernement.

Jean Doré, s'il avait été réélu, aurait été fort désappointé de l'attitude de Québec, tout comme l'est le maire Pierre Bourque, aujourd'hui. Mais M. Bourque est pris dans un corset : il ne peut dénoncer publiquement, à ce moment-ci, l'attitude du gouvernement du Québec sans compromettre les discussions entourant un éventuel pacte fiscal qui fournirait de nouvelles ressources permanentes à la métropole. Mais quand ? Le malheur, entre temps, c'est que ce sont les Montréalais qui feront les frais de la lenteur de la réforme promise, soit en perte d'éléments d'actif appartenant jusqu'ici à la Ville, soit en raison de la réduction de services aux citoyens occasionnée par l'impossibilité pour l'administration de joindre les deux bouts, soit par une hausse des taxes qui deviendrait inévitable pour certaines catégories de citoyens.

Le gouvernement du Parti québécois a beaucoup promis à Montréal. La population attend impatiemment qu'il tienne parole.

Claude MASSON

MIL-Davie : le cadeau

Le gouvernement Parizeau a choisi de prolonger l'agonie du chantier de MIL, à Lauzon, en lui confiant la construction d'un nouveau traversier qui reliera Matane et Baie-Comeau, au coût de 75 millions, tandis que l'ancien, remis à neuf, desservira les Îles-de-la-Madeleine.

Ce contrat comporte un élément de subvention très important parce qu'il aurait été possible de trouver un traversier usagé adéquat pour une trentaine de millions ou de le faire construire pour deux fois moins cher dans un pays où les chantiers navals sont productifs. Cette subvention, choquante, trahit à peu près toutes les règles d'efficacité, d'équité et de cohérence que l'État s'est données pour intervenir intelligemment dans l'économie.

L'efficacité. Les gouvernements évitent maintenant les subventions aux entreprises et privilégient les prêts, moins coûteux et aussi efficaces. Et, quand ils subventionnent, ils essaient de maximiser chaque dollar en forçant l'entreprise subventionnée à injecter elle aussi des fonds. Enfin, ils s'assurent que cette aide de l'État ait un effet durable. La subvention à MIL-Davie ne respecte aucune de ces règles. Après les dix mois que dureront les travaux, le chantier sera à nouveau sans contrat, et pas mieux équipé pour faire face à la musique. On espère seulement que ce sursis permettra d'ici là à cette entreprise moribonde de trouver une solution.

L'équité. Il ne faut pas être insensible au sort des travailleurs, mais il faut aussi penser aux autres chômeurs québécois. À la MIL, on créera 800 emplois qui disparaîtront au bout de dix mois. Plus de 90 000 $ pour chaque job temporaire. C'est énorme. Le même ministre Paillé espère, avec son programme d'aide aux nouvelles PME, créer trois ou quatre emplois, durables, pour une somme de 50 000 $, qui sera prêtée. C'est aussi énorme quand on pense à tout ce qu'on pourrait faire si l'argent gaspillé à la MIL était consacré à la formation des travailleurs.

La cohérence. Le ministre Paillé engloutit 75 millions dans une industrie foutue parce qu'elle ne peut pas concurrencer les nouveaux producteurs comme la Chine. Le même ministre, la même semaine, a annoncé qu'il ne pourrait pas mettre un sou de plus dans l'autoroute électronique que les 50 millions prévus par les libéraux, même s'il trouve cet effort modeste étant donné le retard du Québec dans ce secteur vital.

Espérons seulement que les votes référendaires que le gouvernement Parizeau tentera d'acheter ne coûteront pas tous aussi cher.

Alain DUBUC

Deux cochonneries

On hésite à allumer la télé de peur de tomber sur encore un vidéo étalant la bêtise et la vulgarité des soldats du Régiment aéroporté.

Un d'eux a déjà été condamné pour la torture et le meurtre d'un jeune Somalien, en 1993. Les deux nouveaux vidéos ont été tournés plus tôt. Le premier reproduit des propos racistes et le second une séance de bizutage coprophagique. On est habitué au meilleur et au pire de la part d'adolescents : jamais on aurait cru possible de ramasser si succinctement le pire du pire.

Le régiment semble avoir passé par un sacré problème de morale et de discipline, il y a deux ans. Ce comportement et ces propos montrent des jeunes totalement désabusés de leur vie et dégoûtés de leur personne. On se demande ce que faisaient les officiers, alors que ces garçons s'amusaient avec leur magnétoscope. Les officiers ne sont, bien sûr, pas censés surveiller les hommes pendant leurs temps libre.

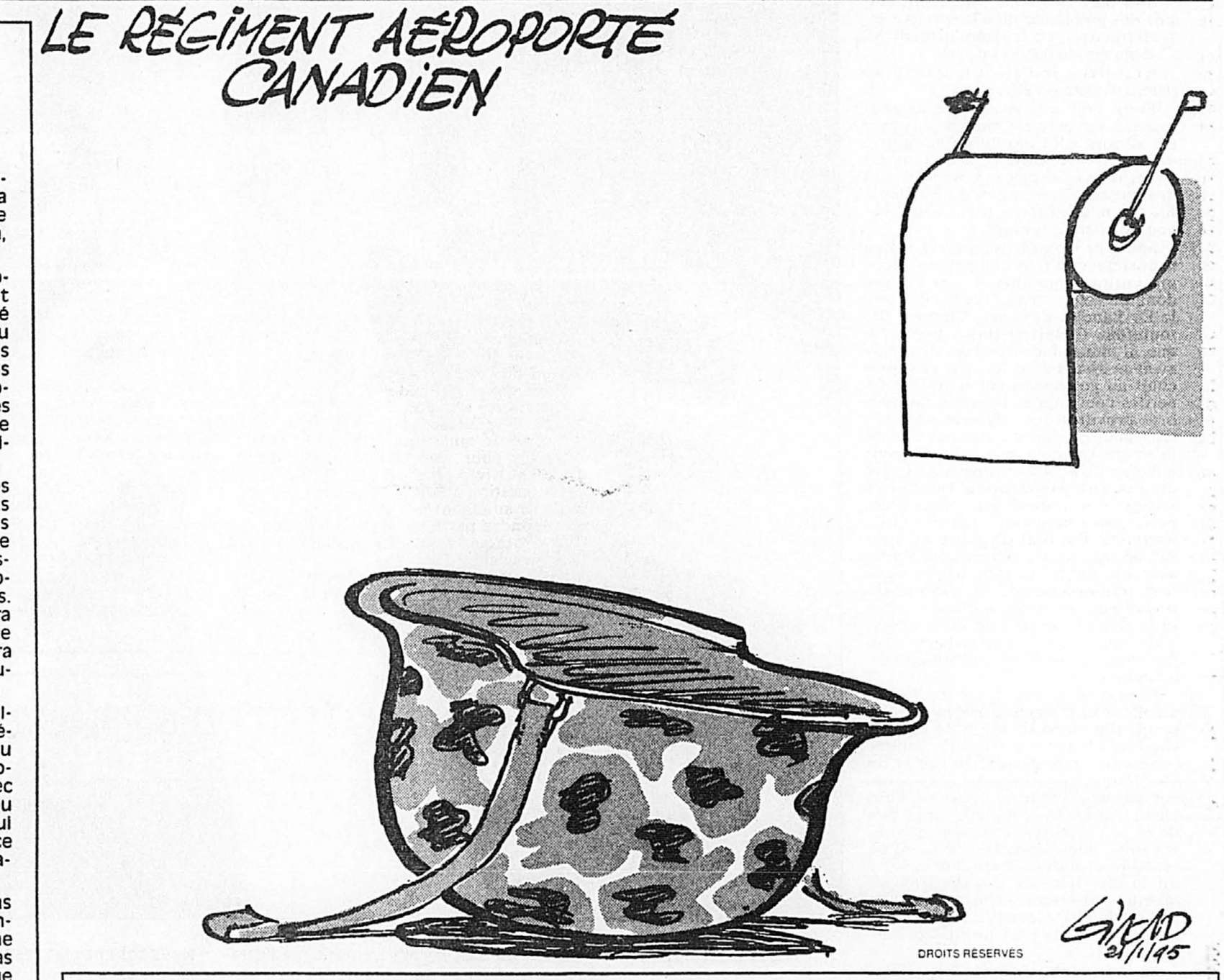
Mais l'encadrement d'un régiment consiste à faire davantage que de simplement donner des ordres et veiller à la bonne marche du service. Un officier doit motiver les hommes dans la vie qu'ils ont adoptée et leur inspirer un sentiment de fierté.

Sans vouloir excuser pour le moindre les scènes qui nous ont été montrées, il faut se rendre compte qu'elles illustrent un danger auquel les forces armées canadiennes s'exposent de plus en plus. Entre les coupures budgétaires et la fin de la guerre froide, l'armée est laissée pour compte. Même le maintien de la paix pour les Nations unies n'a plus le panache d'autrefois.

Dans ces circonstances, il est difficile de recruter des hommes et des femmes du même calibre que les générations précédentes. On ne peut pas simplement espérer que les gens s'adapteront à la nouvelle situation, d'autant plus qu'on ne la connaît pas bien. Mais une chose est certaine : comme à Vimy et en Normandie, le soldat canadien devra toujours se distinguer par son coeur et sa loyauté, même si sa vocation sera pacifique, comme on peut l'espérer.

Nous possédons maintenant deux vidéos qui montrent ce qui se passe lorsqu'on oublie ces qualités.

Frédéric WAGNIÈRE



Descendre Bourgault pour laisser filer Parizeau et se priver d'un débat utile

Il aurait été plus sage de presser le chef péquiste de dire ce qu'il pense du scénario évoqué par son ex-conseiller

MARCEL ADAM

Lundi, l'agence Presse canadienne faisait dire à Pierre Bourgault que si le référendum est rejeté par une mince majorité et que la grande majorité des Francos-Québécois est empêchée de faire la souveraineté parce que les anglophones et les allophones ont voté contre elle, « ça risque de créer une situation dangereuse », à cause du risque d'un « backlash » chez les francophones.

Cette déclaration à laquelle, étrangement, les médias francophones n'ont pratiquement pas porté attention, n'est pas passée inaperçue dans la presse anglaise. Révoltés par ces propos à leurs yeux intolérants et antidémocratiques, des députés anglophones de l'Assemblée nationale, *The Gazette* et le *Globe & Mail* ont réclamé la tête de l'impudent qui cherche à intimider la minorité non francophone, et traite ses membres comme des citoyens de seconde classe malvenus de contrarier la volonté de la majorité pure laine.

Obligé de démissionner à cause du tollé créé par sa déclaration, Pierre Bourgault se plaint d'avoir été piégé et parle d'un complot d'anglophones prêts à tout pour faire échouer la cause souverainiste.

Il est vrai que le reporter lui a tendu un traquenard en amenant le conseiller du premier ministre à répondre positivement à des questions reformulant une déclaration faite plus d'une fois, naguère, en tant que simple citoyen.

Mais les journalistes font-ils autre chose que tendre des pièges aux politiciens et à leurs conseillers un peu trop voyants ou loquaces ? Le journaliste Pierre Bourgault ne l'ignore certes pas, mais la crédibilité du chargé de cours en communications a peut-être besoin de cette excuse.

En vérité, Pierre Bourgault est victime de sa franchise, de son incapacité d'agir et de parler en politicien, c'est-à-dire de faire des accommodements avec ce qu'il croit et pense par tactique ou stratégie politique. Ce n'est pas moi qui va lui reprocher cette rare honnêteté intellectuelle.

On peut apprécier cet incident de deux façons. Ou bien juger objectivement la valeur de l'analyse futuriste de Bourgault, ou bien ne s'intéresser qu'à la pertinence politicienne de sa déclaration.

La deuxième approche est celle que privilégient la plupart des critiques de la chose publique, qui réagissent aux péripéties de la vie politique en politiciens, et non en observateurs s'efforçant de les jauger dans l'optique démocratique. C'est ce qui les fera parler de l'« erreur » de Pierre Bourgault et spéculer sur l'embarras dans lequel il a mis le gouvernement Parizeau.

Il est plus utile de se demander si, au plan du débat démocratique, ce qu'a dit M. Bourgault est disable ou tabou, si son inquiétude est fondée ou farfelue, si l'intérêt public est bien ou mal servi par une telle déclaration.

D'abord, il ne faut pas faire dire ce que n'a pas dit et ne pense d'ailleurs pas celui qui a souvent affirmé que les Québécois sont tous égaux, que chacun est de plein droit partie prenante dans l'avenir du Québec.

Quant au scénario appréhendé, il est vraisemblable et il ne faut pas être Machiavel pour comprendre qu'une telle éventualité pourrait être dangereuse. Le cinéaste Pierre Falardeau l'a dit clairement avant les Fêtes, en avertissant ceux qui pourraient faire échouer l'entreprise séparatiste « qu'un jour ces choses vont se payer, (que) c'est une question de vie ou de mort ».

Certains se rassurent en pensant que la violence est étrangère à notre culture politique. Ils oublient que l'exaltation séparatiste a engendré un terrorisme meurtrier, entre 1960 et 1970.

Ce n'est pas être intolérant ou antidémocrate ou faire de l'exclusion ethnique que de pronostiquer qu'advenant un échec du camp du Oui, avec un résultat comme celui dont parle Pierre Bourgault, le Québec se trouverait dans une situation très malsaine, susceptible de libérer de dangereux démons.

Suffoquant d'indignation, les anglophones ont sommé le premier ministre de désavouer ce dangereux fauteur de trouble, d'écarter cet homme qui justifie implicitement un éventuel dérapage dans la violence.

Si évoquer un danger potentiel c'est le rendre inévitable ou accroître sa probabilité, ne devrait-on pas s'abstenir de toute mise en garde... y compris contre les risques économiques de la séparation ?

Cette attitude ne me paraît pas très sensée.

Plutôt que de réclamer la tête du conseiller parce qu'il a évoqué une situation plausible et dangereuse, il aurait été plus sage de presser son chef de dire ce qu'il pense de ce scénario, de demander aux promoteurs de la séparation s'ils ont bien pesé les risques d'une telle polarisation.

Pierre Bourgault a fourni l'occasion de soulever un bon débat sur une hypothèse vraisemblable et pertinente. En en faisant un bouc émissaire, on a permis à Parizeau de s'en tirer à bon compte. Et exempté le camp indépendantiste d'expliquer en quoi le contentieux constitutionnel justifie de faire courir un tel risque à la société québécoise.

Enfin, ceux qui pensent avoir fait un bon coup en obtenant le congédiement de Pierre Bourgault, se rendent-ils compte qu'ils viennent de libérer un redoutable tribun, qui pourra maintenant plaider la cause séparatiste à sa convenance, sans les contraintes que lui imposait sa fonction de conseiller du premier ministre ?

C'est ce que les Anglo-Saxons appellent se tirer dans le pied.

OPINIONS

Avertir un adulte des propos suicidaires d'un ami, ce n'est pas le « stooler »...

DORIS BÉGIN

L'auteur est médecin.

Je suis la mère de Thomas, cet enfant de 14 ans dont vous avez rapporté le suicide, le 21 novembre dernier, dans une chronique de Pierre Foglia, dont le titre était « Cet enfant dans des souliers d'homme ».

Depuis la mort de notre fils, nous avons lu de nombreux articles de *La Presse* sur les adolescents suicidaires et les commentaires que vos lecteurs en ont faits.

Nous avons aussi reçu de nombreux commentaires d'amis ou de membres de notre famille, de même que des témoignages touchants d'amis de Thomas.

Je voudrais ici témoigner de notre perception de la situation particulière du suicide de notre fils chéri, mais aussi du suicide adolescent en général.

Effectivement, il n'y a pas de suicidés heureux, effectivement nos enfants ne se suicident pas dans un moment d'impulsivité sans réaliser le caractère irréversible de leur acte.

Notre enfant s'est suicidé parce qu'il était extrêmement malheureux. Non pas parce qu'il avait été trop ou pas assez aimé, non pas parce qu'il avait manqué de parents en qualité ou en quantité, pas non plus parce qu'il est tombé d'une marche trop haute, ni pour un joint de pot et pas parce qu'il écoutait Nirvana.

Thomas est né et a vécu dans un contexte familial qu'on pourrait souhaiter à tous les enfants.

Thomas portait son malheur en lui, et il est plus souvent difficile d'être malheureux quand on ne trouve pas de raisons à son malheur.

Non, Thomas ne s'est pas suicidé dans un acte impulsif ; Thomas, à de nombreuses reprises et à de nombreux amis, avait fait part de son intention de se suicider. Notre fils a écrit : « Autrefois, j'étais un enfant extrêmement heureux; aujourd'hui je suis triste ». Il est devenu, sans raisons apparentes, désintéressé de tout. Il se sentait mal aimé, ses rendements scolaires ont chuté. Violent, parfois, il brisait des choses. Insatiable il voulait tout, tout de suite.

> *Le suicide, ce n'est pas une mode et ce n'est pas une « joke »; c'est un appel désespéré à l'aide et c'est un danger mortel.*

Tous ces symptômes qui sont des signes de troubles psychiatriques, mais qui peuvent être confondus avec une crise d'adolescence, ont mobilisé les efforts des professeurs, médecins, psychologues et de nous, ses parents, médecins par surcroît.

Quand nous avons cru qu'il s'agissait d'une crise d'adolescence difficile dont le temps, l'amour et l'attention viendraient à bout, jamais nous n'avons su que Thomas était suicidaire, qu'il était en danger de mort... Aurions-nous su qu'il tenait des propos suicidaires, à ses amis, notre intervention aurait été tout à fait différente. Des soins psychiatriques urgents étaient requis.

Savez-vous qu'en 1993 le nombre de décès par suicide au Québec a dépassé le nombre de décès par accident de la route, chez les moins de vingt ans, et ce, pour la première fois de l'histoire ? Que le suicide est la première cause de décès pour ce groupe d'âge ?

Les études médicales, par ailleurs, démontrent que 90 % des jeunes suicidaires sont porteurs de maladies psychiatriques, telles que la dépression sévère, la psychose, les troubles de la personnalité qui peuvent être souvent transitoires et laisser espérer une vie normale après un traitement psychiatrique.

On sait aussi que 50 % des suicides sont commis dans les 6 mois du début de la maladie psychiatrique chez l'adolescent.

Les statistiques démontrent aussi que 80 % des adolescents ayant passé à l'acte ont alerté leur entourage et que, dans 90 % des cas, leurs confidences se sont tournées vers un ou des amis.

L'adolescence n'est pas une maladie. On ne meurt pas d'une crise d'adolescence. On meurt de maladie mentale qui entraîne le suicide.

Ainsi, en 1995, à l'aube du 21e siècle, la maladie mentale demeure encore un « tabou ». On préfère la chasse aux « sorcières » des siècles derniers, on préfère chercher des coupables, des explications sociales. On dit à nos jeunes après le suicide de l'un des leurs : « Ne cherchez pas à comprendre, acceptez seulement ».

Pourtant, la leucémie réclame des vies, sans qu'on ne recherche des coupables. Pourquoi ne peut-on pas accepter que la maladie mentale aussi réclame des vies chez nos enfants.

Ne devrait-on pas plutôt expliquer à nos jeunes qu'un ami qui avait tout pour être heureux puisse en venir à se suicider par suite d'une maladie épouvantable qu'est la maladie mentale. Le suicide, ce n'est pas une mode, ce n'est pas une « joke », c'est un appel désespéré à l'aide et c'est un danger mortel.

C'est aussi devenu insidieusement le problème no 1 de santé publique chez nos adolescents sans pourtant que nos gouvernements ou que les médias n'y consacrent une attention « éclairée ».

Il est temps que cesse la chasse aux sorcières et qu'on traite enfin le suicide adolescent comme un problème de santé auquel on doit s'attaquer pour apporter des mesures préventives efficaces. Ainsi, à votre question « Pourquoi nos enfants se suicident-ils ? », devrait-on répondre par cette autre question « Pourquoi laisse-t-on nos enfants se suicider ? »

Pour prévenir le suicide, ce sont les adolescents eux-mêmes qu'il faut d'abord éduquer puisque ce sont eux qui recevront les confidences d'un ami suicidaire. Il faut abolir le mythe qui veut que « ceux qui parlent de se suicider ne sont pas à risque et que ceux qui n'en parlent pas passeront à l'acte ».

On doit développer chez eux une tolérance « ZÉRO » devant tout propos suicidaire. On doit enseigner qu'un ami qui parle de se suicider même en « JOKANT », ou qui a des comportements dangereux pour lui-même, est en danger de mort.

On doit aussi leur faire comprendre qu'ils n'ont pas la capacité malgré toute leur bonne volonté d'apporter une aide efficace et que d'avertir un adulte responsable des propos suicidaires d'un ami, ce n'est pas le « stooler ».

On devrait également identifier clairement la personne ressource à aviser, que ce soit le professeur, le travailleur social ou le psychologue de l'école : une personne facilement accessible qui aurait une formation nécessaire pour mettre en branle le processus de prévention requis.

Il faut aussi décourager le traitement sensationnaliste des cas de suicide, et inviter plutôt les intervenants en santé mentale ayant une expertise quant à la question du suicide à collaborer avec les médias pour apporter un complément d'éducation à la couverture médiatique d'un suicide.

Quoique la compréhension du phénomène épidémique du suicide soit imparfaite, le fait de glorifier un suicidé idole des jeunes, tel Kurt Cobain, et de présenter une couverture médiatique trop sensationnaliste des cas de suicide contribuent probablement à l'effet de contagion.

La prévention du suicide passe par la démystification de la maladie mentale et de ses traitements psychiatriques qui sont toujours requis dans les cas de possibilité de suicide.

Notre fils est décédé sans que nous n'ayons jamais su qu'il était en danger de mort. Des soins psychiatriques auraient peut-être pu lui rendre le goût de vivre, ce n'est pas certain... Ne donne-t-on pas leur chance à ces enfants leucémiques ? Quelques-uns guérissent... Pas tous.

Automobile électrique : enjeux internationaux

Un nouveau choix de civilisation est en cours de redéfinition

CHARLES HALARY

L'auteur est professeur de sociologie des sciences et des techniques à l'Université du Québec à Montréal.

Les automobiles vont adopter la propulsion électrique. Le changement sera rapide. Symbole fétiche de notre société de consommation, l'automobile va ainssi devenir propre. On ne peut que s'en féliciter. Nous y avons tous intérêt. Ce bouleversement technique met en jeu les grands équilibres Nord-Sud. Les réseaux d'innovation d'expression française y occupent une place essentielle.

L'urbanisation accélérée en Amérique latine et en Asie a les mêmes effets qu'aux États-Unis et en Europe occidentale. Elle conduit les populations de récente origine rurale à rechercher avec l'automobile une solution aux problèmes de transport personnel. Il y a désormais un marché de l'automobile en pleine expansion dans ces pays, en Chine en particulier. Les grands constructeurs internationaux (Volkswagen, PSA...) y installent des usines pour satisfaire cette nouvelle demande.

Au rythme actuel, en 2010-2015, la majeure partie de l'expansion du parc automobile sera située en dehors des pays qui ont vu naître cette technologie. En Asie, autour du Japon, et en Amérique Latine, autour du Brésil, des usines de bonne tenue seront alors en mesure de vendre des autos de qualité en Europe et aux États-Unis. La Corée du Sud leur a montré la voie. La libéralisation des échanges internationaux rend cette tendance inéluctable.

Cette ruée sur les automobiles dans les pays du Sud va engendrer un changement des flux de consommation du pétrole. Les nouveaux pays industrialisés vont prendre une part toujours plus grande de la production pétrolière. De fournisseur de pétrole, le Sud deviendra aussi consommateur. Ceci va tendre les marchés au détriment des pays du Nord. La recherche de substituts au pétrole retrouvera une certaine vigueur dans les nouvelles politiques énergétiques qui devront alors être pratiquées. La propulsion électrique automobile au Nord pourra ainsi donner un exemple au Sud. Elle diminuera les conséquences négatives sur l'atmosphère terrestre provoquée par l'industrialisation galopante dans ces pays qui sont en pleine expansion économique.

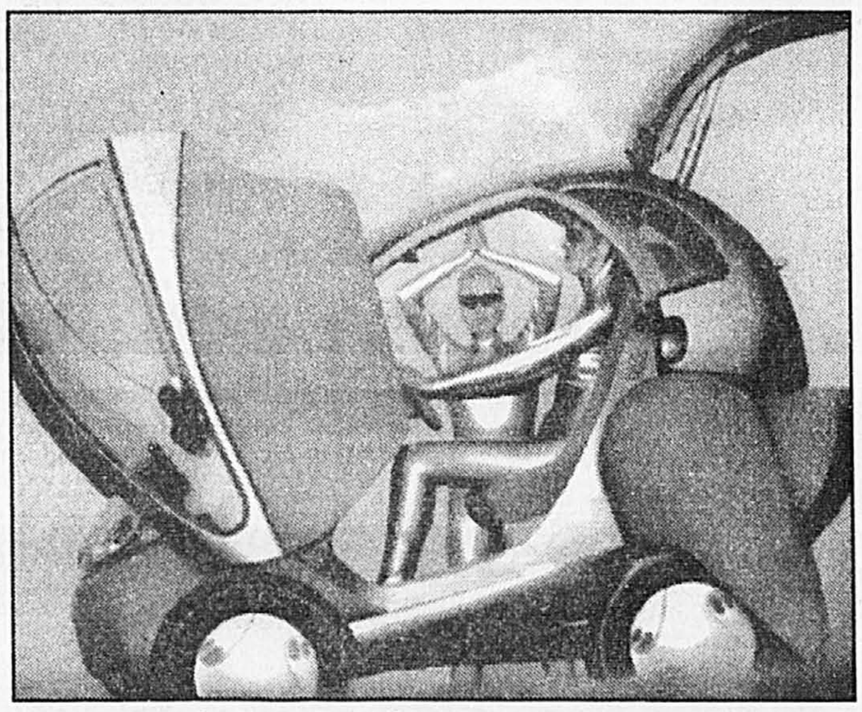
Il y a vingt ans, avec les tensions sur le marché du pétrole des années 70-80, quelques pays se sont lancés dans la production électrique fondée sur l'hydraulique ou l'atome. Le Canada et la France figurent parmi eux au premier rang. Les grands producteurs d'électricité avaient alors songé à promouvoir la réalisation de véhicules à propulsion électrique.

Ceux-ci, dont les batteries seraient rechargées par le réseau actuel, le plus souvent à la maison et de nuit, ne provoqueraient la nécessité de construire de nouvelles centrales qu'à partir de 500 000 à 1 million de véhicules en circulation pour le Canada et la France. Les capacités actuelles de production électrique suffisent largement pour assurer le démarrage de cette nouvelle industrie.

Les progrès considérables réalisés dans les dix dernières années en matière de batteries, de moteurs électriques et de contrôles électroniques permettent aujourd'hui de produire des petites séries de véhicules électriques urbains dont la technologie est fiable. En grande série, leur prix avoisinera ceux des véhicules thermiques. Une utilisation de ces véhicules en ville permettrait de résoudre en partie le principal problème de pollution atmosphérique urbaine qui découle des gaz d'échappements des voitures qui brûlent du pétrole.

La voiture électrique supprime radicalement la pollution aérienne dans les villes des pays où les centrales électriques ne fonctionnent pas avec du charbon ou du pétrole et la diminue considérablement dans les autres. Elle a, de plus, l'avantage d'être silencieuse et d'obliger les conducteurs à adopter un style de conduite tout en souplesse. Les mesures anti-pollution prises, depuis une vingtaine d'années, en particulier les pots catalytiques, ne sont pas d'une réelle efficacité pour les conducteurs qui résident et travaillent dans la même ville. Les trajets quotidiens y sont souvent de moins de dix kilomètres et les pots catalytiques ne commencent à fonctionner qu'entre 3 et 5 kilomètres après le démarrage. (...)

C'est la région du monde la plus urbanisée par l'automobile, celle de Los Angeles, qui a vu la première surgir la réaction populaire contre la dégradation de la qualité de l'air. C'est en Californie que la voiture électrique est redevenue une solution aux problèmes de pollution atmosphérique. Le Clean Air Act, adopté par cet État, doit ainsi aboutir à obliger les manufacturiers d'automobiles



La firme française Renault a présenté ce prototype de voiture mue à l'électricité, nommée Zoom, lors du dernier salon de l'auto, à Paris, l'automne dernier. La France et le Québec sont à l'avant-garde de cette nouvelle industrie.

à porter en 1998 à 2 % la part des véhicules électriques dans leur offre aux consommateurs.

Nombreux sont ceux qui pensent qu'il faut profiter de cette opportunité pour transformer radicalement notre rapport collectif à la conduite automobile. De nombreuses villes recommencent à s'orienter vers la propulsion électrique pour les flottes municipales de véhicules. Les flottes internes des producteurs d'électricité se convertissent aussi à la propulsion électrique. Un exemple est ainsi donné par les organisations qui pourraient profiter du remplacement progressif du pétrole par l'électricité.

La propulsion électrique peut nous sortir de l'industrialisme urbain dévastateur et permettre aux grandes villes de redevenir des lieux plus confortables pour leurs habitants. Un nouveau choix de civilisation est en cours de redéfinition.

L'automobile électrique appelle la fin des automobiles et ouvre la possibilité occidentale d'examiner de nouveaux moyens de transports à la convergence des transports privés et publics. L'électricité va peu à peu se substituer au moteur thermique. Les consommateurs d'automobile vont rapidement abandonner les lourds véhicules thermiques pour les véhicules électriques dans la circulation proprement urbaine. Ceux qui vivent dans les villes et y circulent seront les premiers clients. La propulsion électrique permettra aussi de mieux intégrer les automobiles aux réseaux informatiques d'information et de contrôle des flux de circulation dans les villes.

Les divers véhicules électriques urbains disponibles aujourd'hui sont fiables. Ils ont une autonomie suffisante (autour de 100 km). Certains sont dotés de générateurs à essence ou au gaz pour recharger les batteries tout en circulant. La France et le Québec sont en pointe dans cette nouvelle industrie.

L'Hydro-Québec, avec un moteur électrique inséré directement dans la roue et développé par l'IREQ, ainsi que par une batterie au lithium issue de recherches menées par le CNRS, en France, est un leader mondial dans le secteur. Électricité de France (EDF) et Peugeot ont, de l'autre côté de l'Atlantique, à La Rochelle, procédé à la première expérience d'utilisation des véhicules électriques par des particuliers.

Il reste aux décideurs politiques à prendre conscience de la mesure des enjeux révélés par cette industrie potentielle. Une chose est sûre, c'est dans des domaines de ce genre que les réseaux scientifiques et techniques d'expression française ont une réelle efficacité et une action productive, efficace et conquérante.

Lysiane Gagnon

Encore Bourgault

Ce qu'on a appelé « l'affaire Bourgault » aura été de courte durée. Moins d'une semaine après une malencontreuse déclaration où certains ont vu poindre du racisme, le flamboyant pamphlétaire a quitté le bureau du premier ministre Parizeau. L'affaire continue pourtant de faire des vagues.

À lire la transcription fournie par le reporter de la Presse canadienne, on voit bien que ce dernier lui a mis les mots dans la bouche.

C'est le reporter lui-même qui a soulevé l'hypothèse d'un « backlash » de la majorité francophone ou d'une « situation dangereuse » advenant que la souveraineté soit battue, au référendum, par une mince majorité, laquelle signifierait, toujours selon le reporter, que « ce sont les anglo-québécois et les allophones qui ont rejeté le référendum » (sic).

À la question, M. Bourgault a répondu : « Oui, ça risque de créer une situation dangereuse », sans autre commentaire. Le reporter revient à la charge à deux reprises et M. Bourgault finit par répondre en reprenant à son compte les termes de la question.

C'est le cas classique de l'interview lourdement orientée. Le piège est là, la trappe est ouverte, et hop, Pierre Bourgault est tombé dedans, comme d'innombrables personnalités publiques avant lui. Ce qui, de son propre aveu, est « inexcusable » de la part d'un journaliste doublé d'un professeur de communications.

Mais avant de faire de M. Bourgault un martyre, et du reporter un méchant prédateur, rappelons-nous les carrières qui ont été brisées, de tous les côtés des barrières politiques, par des bouts de phrase cités hors contexte. Je pense spontanément à l'ancien ministre libéral Pierre MacDonald, à l'ancienne ministre péquiste Lise Payette, trucidés pour une phrase lancée à la volée et ensuite démesurément grossie par les médias, mais la liste des blessés est incalculable.

Ne vous demandez pas pourquoi les journalistes détestent être interviewés — tout autant que les médecins qui sont terrifiés à l'idée d'être hospitalisés — : c'est qu'ils savent trop bien ce qui peut se passer.

Et encore les personnalités publiques sont-elles chanceuses quand elles sont interviewées formellement, je veux dire en sachant que leurs propos peuvent être publiés. Ce sont des précautions dont l'ancien collègue de M. Bourgault au bunker du premier ministre, Jean-François Lisée, ne s'embarrassait guère du temps qu'il faisait du journalisme, lui qui a rapporté dans « Le Tricheur », au mépris de l'éthique la plus élémentaire et à l'insu de leurs auteurs, des conversations entendues dans des réceptions privées, avec citations entre guillemets par-dessus le marché.

* * *

Pour revenir à M. Bourgault, c'est dans ses propres écrits que l'on trouvera la source la plus fiable quant à sa position sur la minorité anglophone. Dans son dernier bouquin — « Maintenant ou jamais », chez Stanké —, non seulement prêchait-il en faveur de la reconnaissance officielle des droits acquis de la minorité anglophone, mais il trouvait « mesquin de leur imposer le bilinguisme dans leurs institutions ».

« Une majorité sûre d'elle-même et jouissant de tous les pouvoirs d'un pays souverain, écrivait-il, peut parfaitement se permettre, sans aucun danger, d'être généreuse envers sa minorité anglophone. » De tels propos le placent d'emblée dans l'aile la plus ouverte du PQ, bien à la gauche des Marie Malavoy et Jeanne Blackburn, qui en sont encore au discours anti-anglais des années 60.

Le problème de M. Bourgault (ou sa marque de commerce, comme on voudra), c'est la brutalité du propos, sa violence verbale, son sens exagéré du drame, cette façon qu'il a de traiter l'adversaire en ennemi, le tout amplifié par d'extraordinaires dons de tribun. Citoyen au demeurant fort pacifique, et personnage tout à fait agréable quand il n'est pas sur les planches, il semble fasciné par les visions d'apocalypse et a tendance à prédire toutes sortes de calamités qui finalement ne se réalisent jamais.

Dans les années 60, il prédisait une recrudescence de la violence felquiste (à laquelle il s'opposait) si la souveraineté ne se faisait pas rapidement. C'est exactement le contraire qui s'est produit. À la veille du référendum de 1980, il prédisait des troubles civils. On n'en a jamais vu l'ombre.

Aujourd'hui, il prédit « une situation dangereuse » advenant une victoire à l'arrachée du camp fédéraliste. C'est une opinion qui ne relève aucunement de l'évidence. Il est au contraire fort douteux que les Québécois, peuple éminemment pacifique, se lancent dans des règlements de compte de nature « dangereuse ». De toute façon, quelle qu'en soit la valeur, c'est le genre d'analyse qu'un observateur indépendant peut faire, mais pas un homme associé au gouvernement, à la veille d'un référendum divisif. C'est une distinction pourtant facile à comprendre.

Même la souveraineté, qu'il désire, prend sous sa plume des couleurs cauchemardesques. Dans l'ouvrage déjà cité, il soulevait tranquillement des hypothèses qui lui apparaissaient non pas désirables, mais plausibles, peut-être même nécessaires, advenant une déclaration unilatérale de souveraineté, fermeture des frontières, suspension temporaire de la liberté de presse... Bref, la mentalité du « on ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs » qui a ravagé tant de sociétés.

Encore jeudi soir, à la télé, il projetait une image de radicalisme. Flanqué d'un berger allemand agressif, il lançait rageusement que « Parizeau a cédé à la pression des Anglais » (en acceptant sa démission)... Outre que l'affirmation était fausse (plusieurs commentateurs francophones ont été encore plus sévères à son endroit que les « Anglais »), c'étaient là des propos irresponsables, venant d'un homme qui est toujours perçu comme un leader souverainiste.

* * *

En tout cas, ce style, qui produit d'excellent polémistes, voire d'excellents chroniqueurs (Bourgault en est un), fait de très mauvais politiciens. C'est pourquoi M. Bourgault a toujours été cantonné dans un rôle marginal sur la scène politique.

René Lévesque s'en méfiait comme de la peste. Même au sein du Rassemblement pour l'indépendance nationale, dont il était l'orateur-vedette, nombreux étaient ceux qui craignaient que ses excès oratoires ne fassent du tort à leur cause.

Au fond, le vrai problème n'est pas la déclaration de Bourgault. C'est le manque de jugement manifesté par M. Parizeau en embauchant comme consultant en communications un franc-tireur dont n'importe qui pouvait prévoir qu'il multiplierait tôt ou tard les déclarations incendiaires.

PLUS

Au Mali, le sida n'est pas sorti de l'anonymat

JOHANNE LAUZON

L'auteure est journaliste pigiste à Montréal.

La jeune femme, clouée à son lit, appelle le médecin de ses mains suppliantes. Elle lui montre son corps parsemé de tâches blanches.

Awa n'a que 18 ans. Mais elle attend la mort comme une petite vieille recroquevillée dans un lit trop grand. Elle sait que cela viendra. Ce qu'elle ne sait pas, c'est que le mal qui la ronge a un nom : sida. Tout comme les six autres sidéennes qui la côtoient dans cette chambre d'une dizaine de lits, elle ignore le diagnostic des médecins.

Impuissant, le Dr Abdoulaye Kallé, de l'hôpital Gabriel Touré de Bamako, la rassure. Plus aucun médicament ne peut la soulager. « La famille a investi toutes ses économies pour lui donner des soins », dit-il en sortant de la chambre. Le père de la jeune patiente talonne le médecin jusque dans son bureau. Il insiste : « Il faut lui donner quelque chose. » Le médecin prescrira un sérum.

« Mais ce n'est pas suffisant, le sérum. Elle n'a plus que quelques jours à vivre », souffle le Dr Kallé à l'insu du père qui, larme à l'oeil, sort quelques pièces de sa poche.

Pourquoi ne pas avoir dit à la patiente qu'elle avait le sida ? « Elle est trop malade. Elle ne peut tout de même pas infester d'autres personnes dans son état », répond sur la défensive le Dr Kallé.

Des médecins seuls face au diagnostic

Dans cette société tricotée serré, les médecins subissent une forte pression ; ils n'ont que très peu de moyens pour faire face aux maladies de toute sorte.

Doit-on donner les résultats de dépistage du sida quand on ne peut pas soigner les sidéens ? Et comment l'annoncer ? Ces questions, le médecin se les pose chaque fois qu'il a devant lui un séropositif.

Au Mali, le dépistage du VIH se fait à l'insu du patient. Devant un résultat positif, les médecins baissent souvent les bras même s'ils clament haut et fort qu'ils assument la dure responsabilité de « l'annonce ». En réalité, à peine une poignée informe les séropositifs.

La Québécoise Francine Baril a oeuvré au sein des programmes de sensibilisation au sida pendant plus de quatre ans. L'ex-directrice de l'organisation non gouvernementale canadienne (ONG) *L'Aide à l'enfance au Mali* croit que la lutte contre le sida se heurte au mutisme des médecins.

« Ici, on ne peut dire à quelqu'un : 'Tu vas mourir', peu importe de quelle manière. Et dire à quelqu'un :'Tu as le sida', c'est nécessairement lui dire qu'il va mourir. Donc, on ne le dit pas. Au Québec, on ne pourrait imaginer cela à cause de l'éthique professionnelle. Mais ici, il n'y a aucune loi qui oblige les médecins à le dire », explique Mme Baril.

Un projet de loi est à l'étude au Mali. Cette loi déterminerait les responsabilités de chacun (État, médecin, séropositif et sa famille). C'est du moins l'avis de Zinab Diawara, épidémiologiste au Programme national de lutte contre le sida, à Bamako.

« La loi réglementera l'annonce de la séropositivité ; on saura qui doit faire l'annonce et à qui doit-on faire l'annonce. C'est quand même difficile d'annoncer une maladie à quelqu'un à qui on ne peut même pas assurer la prise en charge psychologique et sociale. Il faut organiser la prise en charge avant de faire l'annonce. Il faut d'abord résoudre tous les problèmes de l'après-annonce », précise Mme Diawara.

Dans les hôpitaux maliens, les sidéens vivent avec les autres patients. Aucune prise en charge spécifique n'a encore été mise en oeuvre. « Nous nous occupons des sidéens comme de tous les autres malades. On n'a pas voulu créer une salle sida ou un pavillon sida. Pour nous, c'est important de ne pas les marginaliser », déclare le Dr Kallé, de l'hôpital Gabriel Touré.

Mais voilà, qu'est-ce qu'on fait avec un condamné à mort quand on n'a aucun médicament pour traiter les maladies opportunistes, qui profitent de la faiblesse du système immunitaire, à part l'aspirine, les antipaluriques (contre l'omniprésente malaria) et autres babioles ? Oubliez l'AZT, le DDI et le DDC...

Les soins ou la sensibilisation ?

Le Mali, l'un des cinq pays les plus pauvres de la planète, a sur les bras un gros problème de santé publique. La lutte contre le sida y est un projet ambitieux. Contrairement à ce qui se passe en Occident — où le lobby gay a fait bouger les gouvernements —, les quelques séropositifs qui sont au courant de leur état vivent dans l'isolement. Aucun groupe de pression ne milite en faveur de leurs droits.

Le sida n'est pas sorti de l'anonymat. Bien sûr, il y a des annonces publicitaires à la télévision et à la radio qui, sous le couvert de l'humour, tentent de convaincre les gens de prendre des précautions contre le sida : porter le condom, changer de lame de rasoir...

Mais plusieurs estiment qu'on n'est pas allé assez loin avec la sensibilisation des populations. « J'aurais souhaité avoir des témoignages de sidéens à la télévision, mais on n'est pas prêt encore. On va arriver là mais pas tout de suite », affirme Mme Baril.

La lutte contre le sida sera ardue aussi longtemps que les principaux intéressés — les séropositifs et les sidéens — seront tenus à l'écart. Comment faire la prévention contre le sida quand les séropositifs vivent dans l'ignorance ? La question reste ici sans réponse. Les professionnels de la santé sont trop occupés à « gérer » le quotidien pour palabrer sur des questions d'éthique.

La lutte contre le sida doit se faire avant tout à l'hôpital plutôt que sur la place publique, croit le Dr Amadou Coulibaly, responsable de la médecine générale à l'hôpital du Point « G » à Bamako. Exit les débats d'idées. Il faut donner plus de moyens aux hôpitaux, estime-t-il. Un point, c'est tout.

« Quand je vois tout ce boucan autour du sida, cela me fait sourire », laisse-t-il tomber. Le Dr Coulibaly n'a pas toujours le coeur à rire. Il doit, tous les jours, se buter à des tracasseries administratives et au manque de moyens pour faire le dépistage parmi ses patients qui présentent des signes avant-coureurs du sida.

« Quand vous envoyez des échantillons de sang à des fins d'analyses et on vous répond qu'il n'y a pas de réactifs pour faire le test de dépistage, qu'est-ce que vous faites ? Cela fait des mois que cela dure. On se demande à quoi ça sert ce projet sida au Mali. Comment voulez-vous dire à ces patients qu'ils ont le sida quand vous n'avez aucune confirmation ? » s'exclame le responsable du département où se retrouve la majorité des cas déclarés de sida au Mali.

Selon le Dr Coulibaly, on met trop l'accent sur les campagnes promotionnelles au détriment des soins. Il juge sévèrement tous les efforts investis dans ces campagnes d'éducation de la population malienne, à 70 p. cent analphabète.

« Jusqu'à preuve du contraire, les gens ne croient pas au sida. Ces spots publicitaires me font bien rire. Les gens les prennent aussi pour des plaisanteries ! » renchérit-il.

Difficile, pour ne pas dire impossible, d'obtenir des chiffres sur les sommes investies dans les soins et dans la lutte contre le sida au Mali. Le Programme national de lutte contre le sida garde jalousement ces données hors de la portée des médias.

Il est vrai que ce Programme a mis énormément d'efforts dans les campagnes d'information et d'éducation au cours des dernières années avec l'aide de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les organismes de coopération internationale et les ONG locales.

Voilà son premier mandat, selon Zeinab Diawara, employée de l'organisme. « Notre première arme, c'est la prévention. Notre rôle, c'est de protéger ceux qui ne sont pas séropositifs. Ils vont se prémunir contre le sida s'ils sont suffisamment informés », souligne-t-il.

À défaut d'informer les séropositifs de leur état, les professionnels de la santé préfèrent mettre en garde tous les Maliens contre le sida. Tout reste à faire, donc.

Mythe et réalité

Trop souvent, entend-t-on encore que le sida est une maladie qu'ont apportée les Blancs pour faire peur aux peuples africains et ainsi stopper l'explosion démographique. Plusieurs Maliens ne croient tout simplement pas à l'existence de cette maladie.

« J'y croirai quand on amènera devant moi un sidéen », affirme sur un air de défi Boubacar, 21 ans. Ses copains opinent du bonnet. On n'y croit pas, alors à quoi bon se prémunir ? Pas question donc de porter le condom, même si on peut le trouver facilement sur les comptoirs des marchands à 100 francs africains la pièce (25 cents).

Dans un continent ravagé par le sida, les pays du Sahel, comme le Mali, s'en sortent relativement bien. Les taux d'infection sont importants mais loin d'être aussi catastrophiques qu'en Afrique centrale.

Ici, le sida se propage en douce. Discrètement. Entre amis, en famille, on parle très peu du sida. Les campagnes promotionnelles (annonces publicitaires, animation dans la rue, théâtre d'intervention) n'ont pas réussi à stopper les habitudes sexuelles et hygiéniques de cette société polygame.

Il faut dire que l'ancien régime dictatorial de Moussa Traoré, tombé en 1991 avec la vague du multipartisme, a tout fait pour ignorer le sida. « Au début de la pandémie, vers 1985, l'ancien gouvernement a voulu tout cacher pour ne pas nuire au tourisme, fort populaire au Mali », indique le Dr Abdoulaye Kallé, de l'hôpital Gabriel Touré de Bamako.

Une recherche effectuée en 1992-93 auprès d'un groupe de 5500 personnes indique que 5,6 p. cent d'entre elles étaient séropositives. « Parmi les sujets porteurs d'anticorps anti-VIH, 200 étaient positifs au VIH1 (64,7 p.cent), 57 au VIH2 (18,4 p.cent) et 52 aux deux virus (16,8 p.cent) », est-il écrit dans le rapport de recherche du Programme national de lutte contre le sida du Mali.

Officiellement, 1874 cas de sida ont été recensés, depuis 1986, dans ce pays de neuf millions d'habitants rapporte le Programme national de lutte contre le sida. (À titre comparatif, le Québec compte 2938 cas de sida selon les plus récentes données du ministère fédéral de la Santé, de juillet 1994.)

Mais ce ne pourrait être que la pointe de l'iceberg, selon un porte-parole de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Mali, Boubacar Diallo. Selon lui, aucune étude ne dresse un tableau exact de la prolifération du sida au Mali.

Les statistiques officielles font état seulement des cas enregistrés dans les trois hôpitaux nationaux, principalement les plus importants, situés à Bamako, l'hopital Gabriel Touré et le Point « G », « Les statistiques présenteraient seulement le tiers des cas au Mali », dit M. Diallo.

Pas plus d'un Malien sur six a accès aux soins de santé. Et beaucoup de malades se tiennent loin des hôpitaux par choix. Ils préfèrent s'en remettre à la médecine traditionnelle, surtout depuis que des guérisseurs ont affirmé pouvoir enrayer le sida.

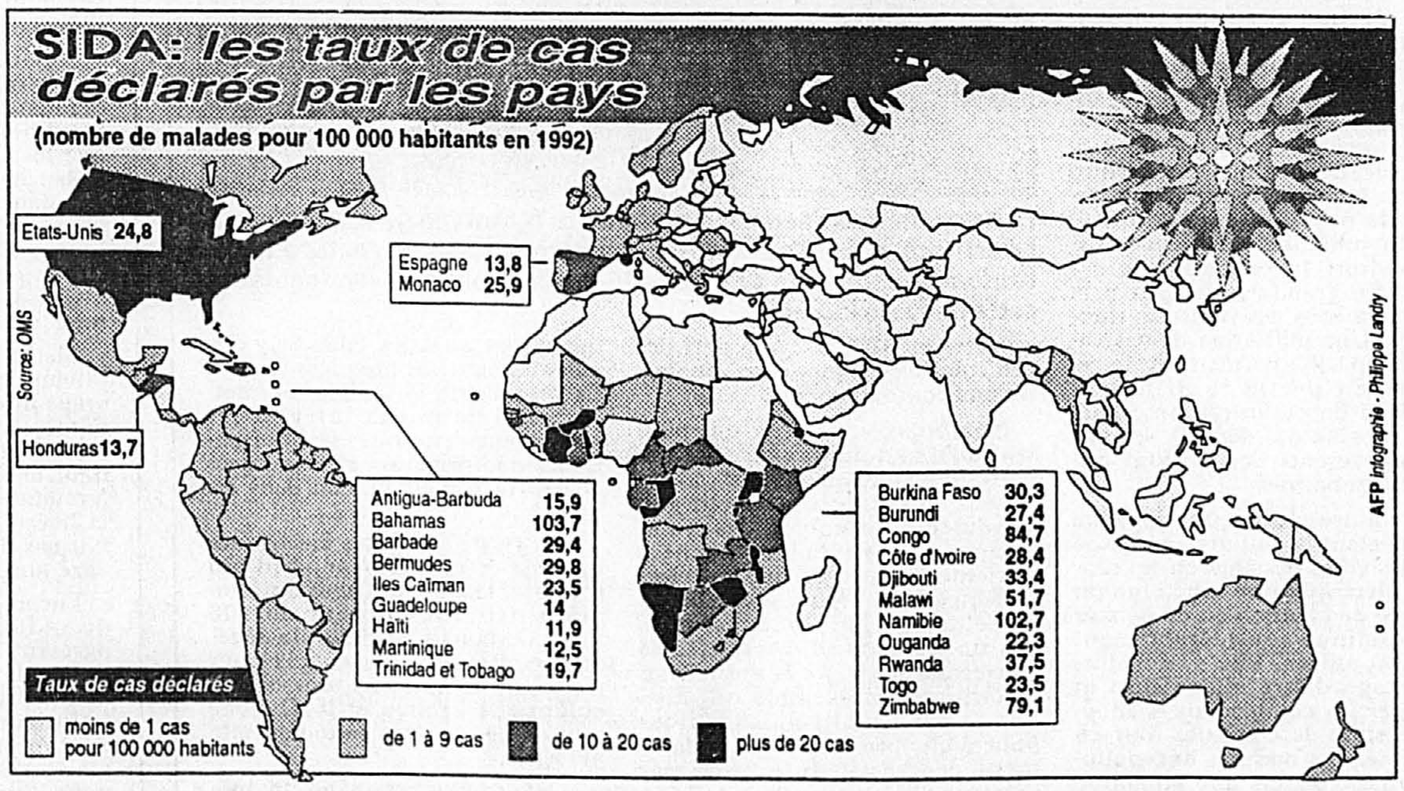
L'explosion des cas de sida dans ce pays où l'espérance de vie est de 46 ans pourrait être imminente, selon le porte-parole de l'OMS. « La population malienne est l'une des plus mobiles de l'Afrique, donc très exposée », souligne M. Diallo.

En quête d'emplois saisonniers, les Maliens prennent le chemin des pays voisins, plus particulièrement celui de la Côte d'Ivoire où le sida se propage comme un feu de brousse. Ils reviennent souvent avec des maladies vénériennes ou le VIH après avoir eu des contacts sexuels avec des prostituées.

« Sur l'ensemble des malades qui ont été dépistés au Mali, on voit que la plupart sont passés, à un moment ou à un autre de leur vie, en Côte d'Ivoire », confirme le directeur de la division épidémiologique au ministère de la Santé, Philippe Dembélé.

Le sida touche davantage, au Mali comme ailleurs en Afrique, les jeunes hommes et les jeunes femmes, qui représentent la plus importante force de travail. Le Mali n'est donc pas au bout de ses peines.

La Québécoise Francine Baril a oeuvré au sein des programmes de sensibilisation au sida pendant plus de quatre ans. L'ex-directrice de l'organisation non gouvernementale canadienne (ONG) L'Aide à l'enfance au Mali croit que la lutte contre le sida se heurte au mutisme des médecins.



PLUS

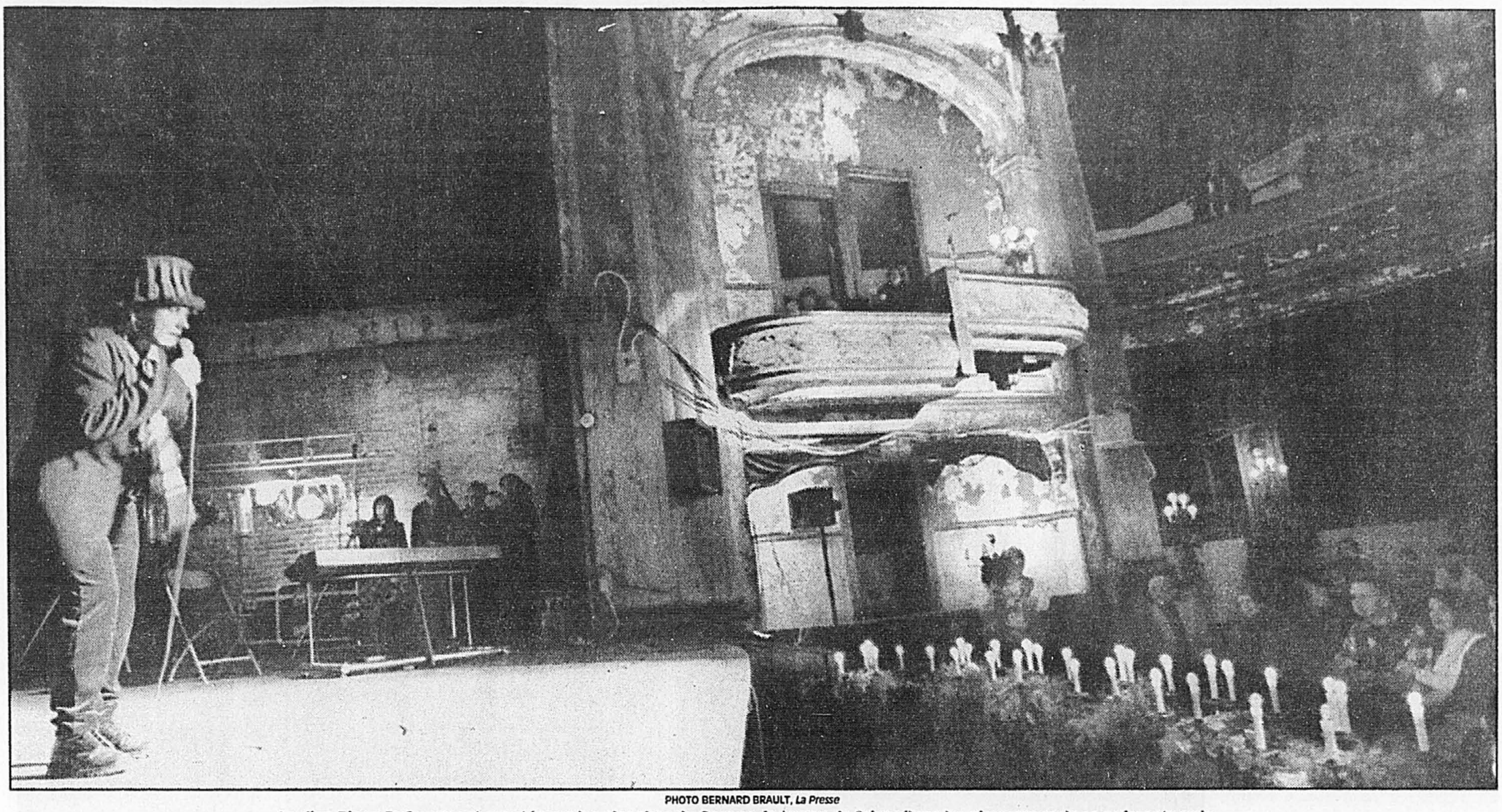


PHOTO BERNARD BRAULT, *La Presse*

La diva Diane Dufresne est montée sur les planches du Corona, le temps de faire vibrer les vieux murs de sa puissante voix.

Le théâtre Corona mérite amplement d'être sauvegardé

GUY PINARD

On peut parfois s'étonner qu'on s'intéresse autant à un édifice en décrépitude, fermé depuis le début des années 1960, recyclé en entrepôt de plomberie pendant 15 ans, et complètement abandonné depuis 1986. Mais les efforts que déploient la diva Diane Dufresne et son gérant Robert Vinet pour sauver le théâtre Corona sont plus faciles à comprendre quand on connait la petite histoire de cet édifice aujourd'hui barricadé.

Ce coup de coeur s'explique tant sur le plan sociologique que sur le plan patrimonial. Sur le plan sociologique, il faut savoir que ce théâtre a souffert, comme tout le reste du quartier Saint-Henri, de deux maux « modernes » survenus depuis 1950, soit le déclin de l'activité économique dans le secteur et plus particulièrement le long du canal de Lachine, et l'avènement de la télévision, qui a fait chuter le nombre d'entrées dans les cinémas de 58 millions en 1952 à 15,3 millions en 1992 !

Mais par un heureux concours de circonstances, et malgré la décrépitude et le vandalisme, le théâtre Corona a conservé suffisamment de son identité pour qu'on s'acharne à maintenir le grand malade en vie, en attendant que la chirurgie ne lui refasse une beauté.

Le théâtre Corona est situé au 2490, rue Notre-Dame Ouest, un peu à l'est de la rue Atwater.

La construction

Au moment de sa construction, parachevée en 1912 selon des plans du bureau d'architectes Dufort et Décarie, le théâtre Family (ainsi qu'il était connu à l'origine) s'inscrivait dans la lignée de la vingtaine de « théâtres cinématographiques » bâtis à Montréal entre 1905 et 1915, et dans lesquels on présentait les premiers films du cinéma muet et des spectacles de vaudeville, comme nous le rappelle si bien l'historienne Jocelyne Martineau dans son indispensable ouvrage *Cinémas et patrimoine*.

Sauf pour le parement de brique disparu sous 4 cm de crépi, pour sa marquise et pour son imposante corniche qu'on a remplacée par un parapet à paliers en son centre, l'édifice avait en 1912 l'apparence qu'il a aujourd'hui, avec son arc monumental plein cintre, typique des « théâtres cinématographiques », la verrière inscrite dans cet arc (unique à Montréal), son cordon de ceinture, et ses imposants pilastres qui partagent la façade monolithique en trois travées.

En 1923, la chaîne de cinémas United Amusements en fit l'acquisition de son propriétaire originel, la Duchess Amusements, et confia à l'architecte D.J. Crighton et au célèbre décorateur Emmanuel Briffa la tâche de réaménager l'intérieur. La salle prit alors le nom de Corona.

En 1938, Crighton reçut le mandat de remplacer la marquise en fonte et languettes de verre installée en 1913 par une marquise en fer forgé fabriquée par la société United Architectural Bronze and Metal.

Puis, à des dates indéterminées disparurent la deuxième marquise et la corniche. C'est à une date indéterminée aussi qu'est apparu l'affreux revêtement métallique qui dissimule l'entablement, sous l'arc cintrée de la façade.

Selon l'architecte Gérald McNichols-Tétreault, responsable du dossier à la Société immobilière du patrimoine architectural de Montréal (la SIMPA, actuel propriétaire de l'édifice), la façade représente la principale source d'inquiétude pour l'avenir immédiat, au point qu'à son avis, il faut la restaurer au plus coupant, car elle risque de se ramasser dans la rue ! Mais la tâche ne sera pas facile, précise-t-il, puisqu'il est impossible d'enlever le crépi sans que suive la brique ornementale qu'il dissimule. Il faudra donc, entre autres, poser de la brique, qui sera plus ou moins « ornementale » selon l'argent qu'on aura à sa disposition. Cette première « phase » de travaux coûtera 500 000 $ au minimum.

L'intérieur

La volumétrie de l'intérieur contient tous les attributs typiques des « théâtres cinématographiques » : hall d'entrée minuscule ; accès direct à la salle ; promenoirs latéraux menant aux escaliers qui conduisent aux loges à mi-niveau et au balcon très à pic, en forme de fer à cheval ; scène classique, peu profonde, encadrée d'une arche du proscénium de forme rectangulaire dotée d'une succession de frises ornementales ; loges d'artistes situées sous la scène ; cage d'orchestre minuscule délimitée par une rampe ; plafond plat ; ornementation dépouillée d'artifices.

Laissé un peu trop longtemps à l'abandon jusqu'à ce la Ville de Montréal — en grande partie responsable de sa détérioration — décide enfin de le barricader et de le chauffer pour stopper la dégradation et l'infâme pillage de biens culturels collectifs, le théâtre est loin d'être irrécupérable, selon M. McNichols-Tétreault. Certains éléments sont disparus, comme la billetterie qui se trouvait à l'extrémité est du hall d'entrée (on peut juger de son intérêt en examinant la qualité de la sculpture de la billetterie en bois laissée en place et unique à Montréal), et plusieurs tableaux marouflés qui se trouvaient dans la salle.

La restauration

L'effort de restauration présentement déployé par la compagnie de Gestion Image, Son (l'entreprise de M. Vinet) et la Ville de Montréal est le deuxième depuis que des amants du patrimoine ont pris à coeur la survie du moribond.

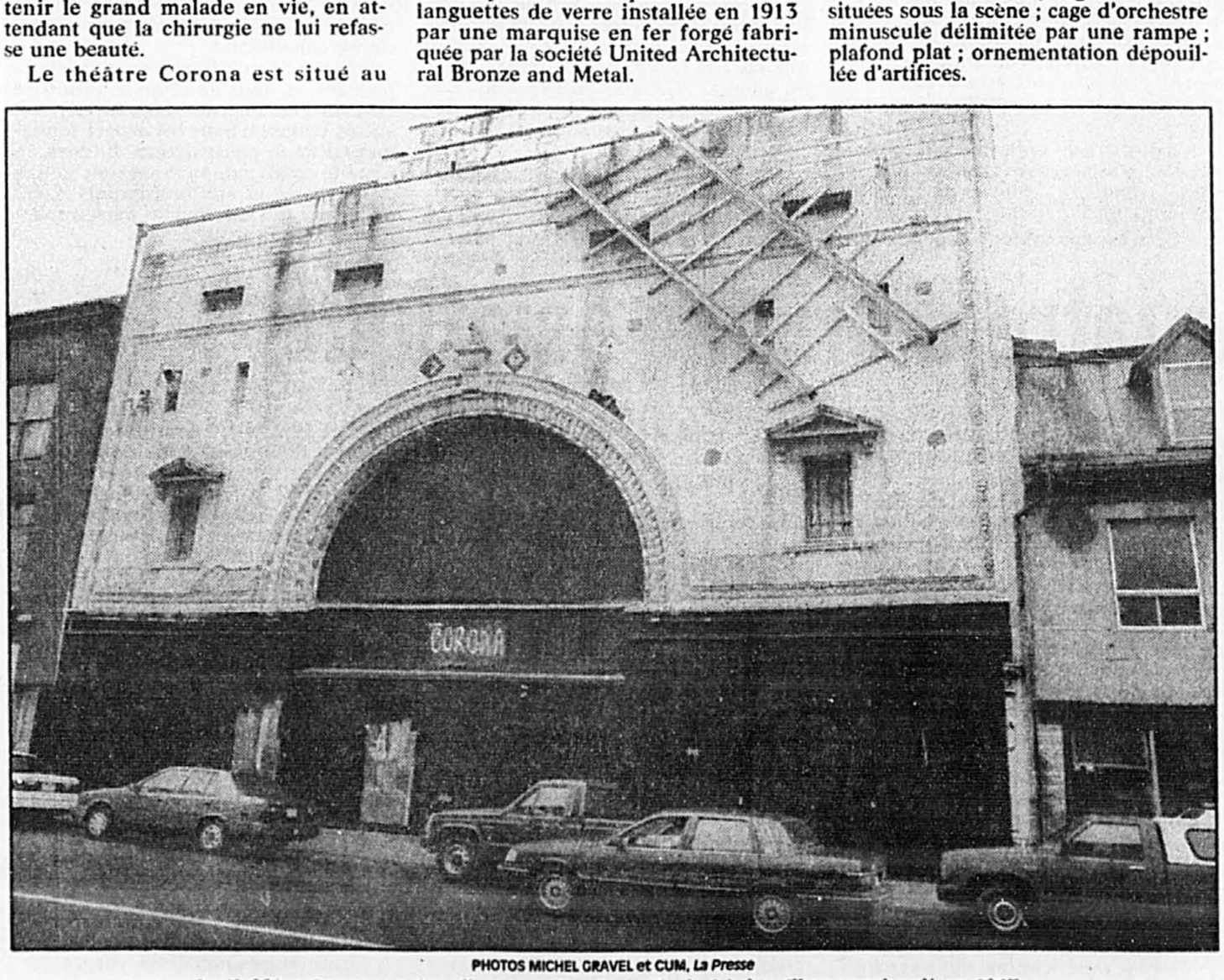
Une première tentative a commencé en 1987 quand la troupe *La petite fille aux allumettes* y présenta un spectacle estival. Deux ans plus tard, la Ville (elle était propriétaire depuis 1967) le céda à sa paramunicipale, la SIMPA, avec le mandat d'assurer la conservation de l'édifice en attendant sa relance. La SIMPA commanda une étude et procéda même à un appel d'offres qui impliquait une restauration complète visant à lui redonner son aspect originel. Coût prévu à l'époque : 11 millions de dollars, et probablement 15 millions aujourd'hui.

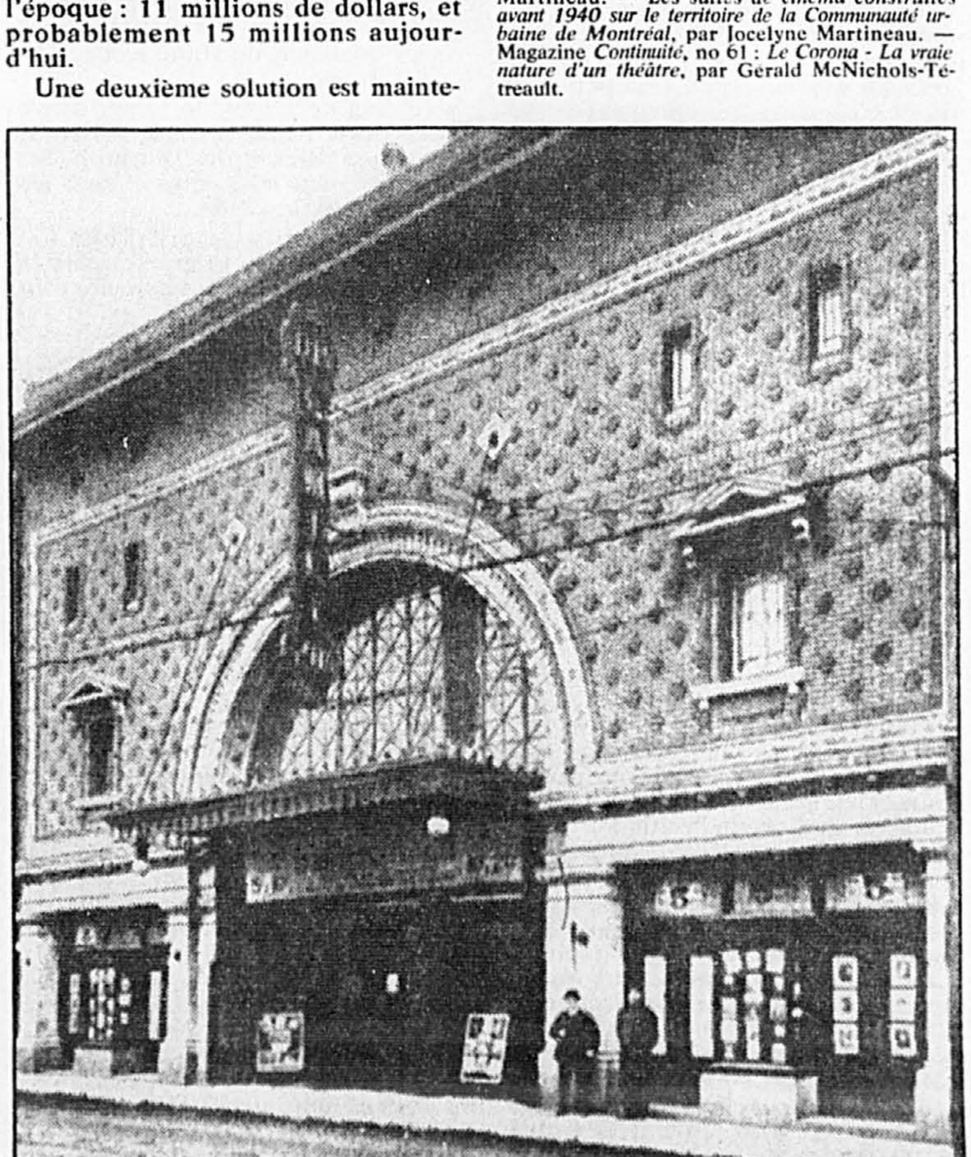
Une deuxième solution est maintenant préconisée, et qui passerait par une réhabilitation du bâtiment afin de le rendre utilisable pour des spectacles. Il suffirait de poser des sanitaires, et de refaire la plomberie et l'électricité, tout en laissant l'ornementation dans son état actuel de dégradation, comme on l'a fait avec beaucoup de succès au théâtre Majestic de New York, occupé par l'Académie de musique de Brooklyn. Un bon nettoyage pourrait redonner un peu de sa splendeur d'antan aux fresques, aux oeuvres réalisées au pochoir et autres faux-marbres à l'intérieur du théâtre.

Le remarquable rideau de scène en amiante en est un bel exemple. En 1992, une restauratrice spécialisée, Anita Henri, a réussi à nettoyer et à consolider ce rideau de scène absolument remarquable, suspendu à un échafaud spécial. Le rideau est maintenant protégé par une enveloppe, en attendant que l'édifice retrouve sa vocation théâtral.

Cette remise en situation pourrait coûter de 4 à 4,5 millions de dollars, selon M. McNichols-Tétreault, qui est visiblement emballé par le type de restauration préconisée actuellement. Il faut donc trouver ces fonds, tant auprès de l'entreprise privée qu'auprès des organismes publics. C'est à cette campagne de sensibilisation que la diva Diane Dufresne a prêté sa magnifique voix.

Sources : *Cinémas et patrimoine*, par Jocelyne Martineau. — *Les salles de cinéma construites avant 1940 sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal*, par Jocelyne Martineau. — Magazine *Continuité*, no 61 : *Le Corona - La vraie nature d'un théâtre*, par Gerald McNichols-Tétreault.





PHOTOS MICHEL GRAVEL et CUM, *La Presse*

Le théâtre Corona, tel qu'il apparaît aujourd'hui et tel qu'il apparaissait en 1913.

Le nouveau peuple fondateur du Canada-Pacifique

L'autre CANADA

GÉRALD LEBLANC

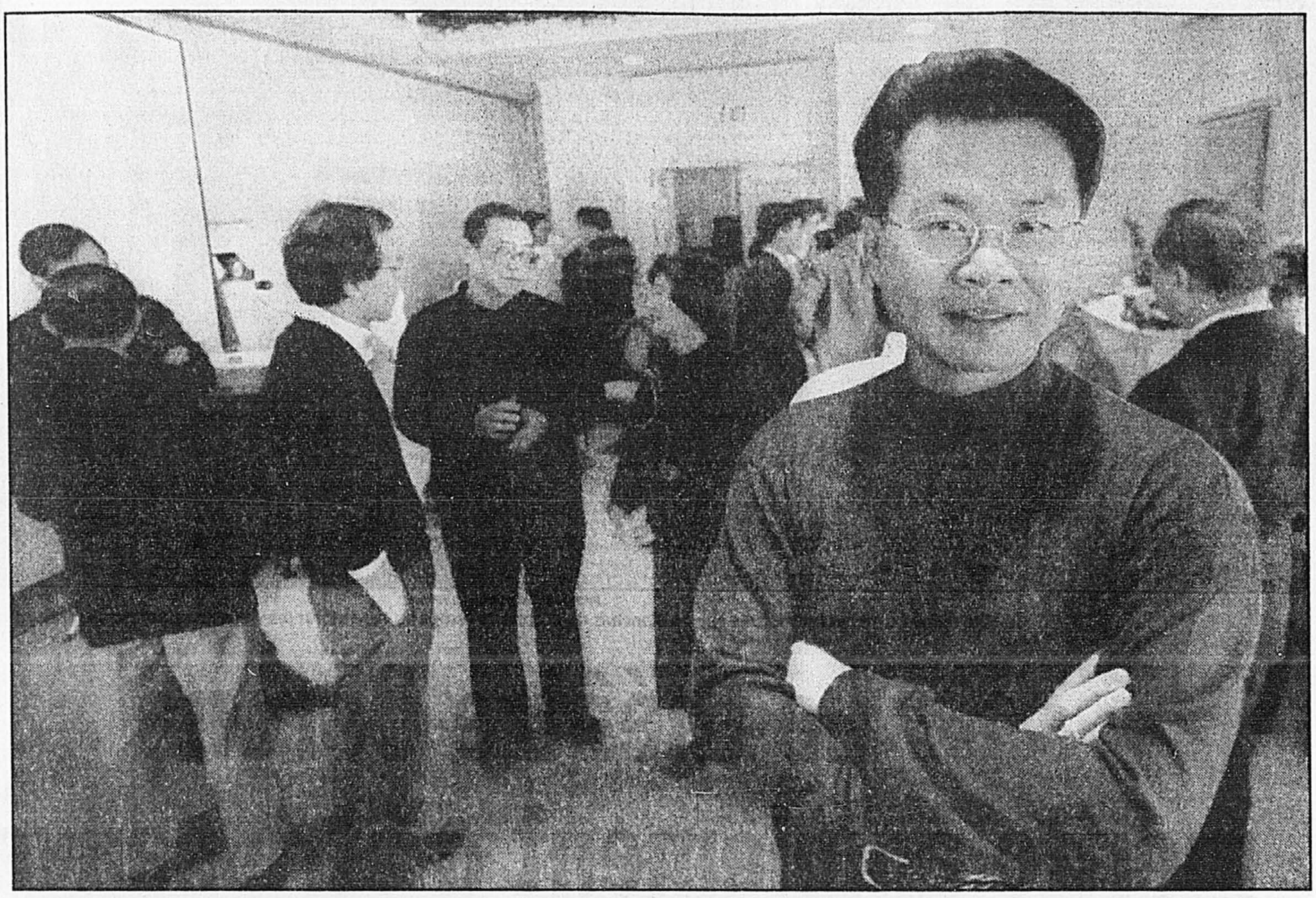


PHOTO DE RICK ERNST, *collaboration spéciale*

Ken Kwan, à l'avant-scène, entouré des dirigeants de l'agence SUCCESS, en retraite annuelle au chalet du club de golf de l'Université de la Colombie-Britannique.

L'immense domaine de l'Université de la Colombie-Britannique, sur les bords du Pacifique, compte, outre une majestueuse forêt de conifères, un des plus beaux clubs de golf au Canada.

Par ce dimanche de décembre, il faisait un temps splendide, presque assez chaud pour jouer au golf et idéal pour les promenades à pied, avec un arrêt au grand pavillon du club.

Dans une salle adjacente au grand pub, une trentaine de leaders chinois, bénévoles du week-end, tenaient leur retraite annuelle. C'est à titre d'ancien président que Ken Kwan participait à cette séance de remue-méninges des dirigeants de SUCCESS, l'agence chinoise de services sociaux de la région.

Avec un budget annuel de 5,8 millions de dollars, provenant aux deux tiers de subventions et au tiers de la communauté, SUCCESS offre des cours d'anglais langue seconde, des programmes de formation et de préparation à l'emploi, des cours pour les jeunes et les vieux, de l'aide familiale dans la langue du pays d'origine.

« Lancé comme projet pilote en 1973, SUCCESS continue d'aider les gens à s'adapter à leur nouveau pays », explique le quadragénaire Kwan, qui a passé la moitié de sa vie à Hong Kong et l'autre au Canada.

(À côté de SUCCESS, le bras social de la communauté, on retrouve à Vancouver d'importantes institutions chinoises : le « Chinese Cultural Center » — le milieu de la culture où s'affronte la vieille et la nouvelle garde —, la « Chinese Benevolent Society » — plus ancienne et plus politisée —, la « Merchants Association » et les diverses fraternités du genre « Kiwanis » et « Lion ».)

Une police d'assurance

Enfant de Hong Kong, Ken fait partie du grand voyage vers l'Occident entrepris par les insulaires, inquiets de l'intégration au géant du continent. Sa soeur est citoyenne australienne, son frère est citoyen anglais mais travaille aux États-Unis. Quant à ses parents, ils sont venus le rejoindre au Canada en 84.

« Les Chinois, explique-t-il, aiment les polices d'assurance. Pour ceux qui le peuvent, ceux qui ont des biens à défendre, l'immigration au Canada constitue une porte de sortie, au cas où l'intégration ne se ferait pas à leur goût. »

C'est justement ce qu'on reproche aux Chinois de Hong Kong, d'être de passage à Vancouver, de ne pas payer de taxes et de profiter du système.

« Ces accusations procèdent d'une analyse à courte vue, répond Ken. C'est vrai que les gens ne s'installent pas tous pour de bon au Canada, mais leurs enfants étudient ici et resteront probablement ici, y acheteront des maisons et recevront l'héritage de leurs parents. Qui en profitera ?

« L'immigration n'est pas une affaire à court terme ; ce n'est pas un phénomène qu'il faut évaluer sur quatre ans, comme le veulent les élections. Le Canada est un grand pays peu peuplé et c'est dans une perspective de 50 ans qu'il faut voir l'arrivée des gens de Hong Kong ou de Taïwan. »

Un peu de communication peut dissiper bien des malentendus, selon notre Sino-Canadien. « Prenez l'exemple des maisons monstrueuses. On s'est mis à accuser les gens de Hong Kong, pour après se rendre compte que les vrais profiteurs de l'affaire étaient les promoteurs immobiliers déjà établis au Canada depuis longtemps. On s'est aussi aperçu que les gens de Hong Kong suivaient la même règle immobilière que les autres, c'est-à-dire maximiser les profits avec les terrains disponibles. »

À Waterloo à cause de sa « blonde »

Même s'il n'a que 44 ans, Ken est déjà un vieil immigrant canadien puisqu'il est débarqué à l'Université luthérienne de Waterloo (maintenant Wilfrid Laurier University) en 1970, pour y étudier l'administration.

Comment aboutit-on à Waterloo, en provenance de Hong Kong ? « Hong Kong est déjà très occidentalisé, de sorte qu'après les études secondaires, on commence à rechercher des universités à l'étranger. J'étais accepté à Toronto, mais j'ai préféré Waterloo parce c'était une petite université », raconte le petit cachotier qui finit par m'avouer la vraie raison de son choix : sa « blonde » avait déjà été acceptée à Waterloo.

Ken est maintenant divorcé, mais sa femme et ses deux grandes filles vivent à Richmond, la ville chinoise de la banlieue de Vancouver. Le papa connait bien Richmond puisque c'est Fairchild Investment, dont il est pdg, qui y a construit le centre commercial Aberdeen. Et ce centre devait donner le coup d'envoi de la prise en main du centre-ville de Richmond par les financiers de Hong Kong, Taïwan et Tokyo.

Holding de la famille Fung, active à Vancouver depuis 25 ans, Fairchild Investment fait dans l'immobilier mais aussi dans les médias et dans les échanges avec la Chine.

Lors du récent voyage de Team Canada, piloté par le premier ministre Chrétien, Fairchild s'est associé à un groupe de Pékin en vue de l'agrandissement d'une usine de vitamine C dans la province de Anhui. Un projet de 30 millions qui amènera Ken Kwan à visiter encore plus souvent la Chine, où il était pourtant allé à six reprises en 94.

« C'est un aspect non négligeable de l'apport des Sino-Canadiens, aptes mieux que quiconque à percer l'immense marché d'exportation qui s'ouvre en Chine pour le Canada », précise l'homme de confiance de la famille Fung.

Une télévision payante

Ces liens Asie-Amérique, le groupe Fairchild les maintient bien vivants avec ses deux stations de télévision et sa station de radio, qui diffusent en cantonais et en mandarin pour les communautés chinoises de Vancouver et Toronto.

Fairchild TV ne diffuse qu'en chinois, 13 heures et demie par jour, avec 30 p. cent de contenu local et le reste en provenance de Hong Kong, de Taïwan et de la Chine continentale. Il s'agit d'une télévision payante, qui rejoint 20 000 foyers dans la région de Vancouver.

Talentvision détient un permis provincial pour la diffusion multiethnique mais diffuse presque uniquement en chinois, tout comme la station de radio CJVB du groupe Fairchild.

« Nos annonceurs savent que nous rejoignons à peu près toute la clientèle possible, en raison du piratage par les *boîtes noires*, et paient en conséquence. Aux heures de grande écoute, notre publicité est toute vendue à l'avance et les trois stations sont rentables. »

S'agit-il d'une entreprise passagère, appelée à disparaître à mesure que les Sino-Canadiens adopteront l'anglais comme langue d'usage ?

« Ce n'est pas évident et ce sera, de toute façon, sur une très longue période de temps. Tout d'abord, les gens tiennent à garder leur langue maternelle et la culture de leur pays d'origine, comme en témoigne la vogue des cours de langue patrimoniale. Puis, les contacts grandissants avec l'Asie-Pacifique ajoutent un atout supplémentaire à la connaissance du chinois », explique Ken, dans un anglais impeccable.

La langue des émotions

Ken a fait ses études universitaires en anglais, n'a travaillé que six mois à Hong Kong, la plupart du temps en anglais, vit et travaille en anglais au Canada, depuis 24 ans. Et pourtant !

« Je puis maintenant dire que je suis complètement à l'aise en anglais, mais il reste des choses qui se disent mieux dans ma langue maternelle, le cantonais, particulièrement les émotions. Si vous me pincez, par exemple, ce n'est pas *aïe* mais *aya* qui sortira de mon ventre. C'est encore plus vrai pour ceux qui ont travaillé à Hong Kong pendant plusieurs années avant d'immigrer au Canada. »

L'anglais est cependant déjà bien présent à Hong Kong, longtemps protectorat anglais avant de devenir un des hauts lieux du capitalisme international, dont la langue est l'anglais.

« Il y a des écoles anglaises et des écoles chinoises à Hong Kong, mais l'anglais est toujours présent, au moins comme langue seconde et langue de la plupart des manuels. Dans le travail, tout dépend de la compagnie et du champ d'action. Dans le milieu financier, par exemple, c'est en général 50/50 anglais-chinois. Les clients peuvent être chinois, mais les patrons sont le plus souvent anglais ou américains.

« Il y aussi la perspective de poursuivre ses études en Occident, particulièrement en Grande-Bretagne, aux États-Unis et au Canada, qui incite à maîtriser l'anglais avant la fin des études secondaires. »

Ken emploie souvent l'expression « mix-bag » pour décrire l'état des expatriés de Hong Kong durant la période de transition et d'incertitude devant mener à la réunion à la Chine continentale.

Merci au Québec

Un pied à Vancouver et l'autre à Hong Kong, la tête dans les nuages de l'émergence du bloc pacifique, les yeux rivés sur les affaires et les gros sous, le coeur tiraillé entre deux mondes, les Sino-Canadiens de Vancouver ont-il le temps et le goût de penser à une contrée de l'Est appelée Québec ?

« On ne peut s'empêcher d'y penser, puisque les médias en parlent régulièrement. Même nos médias chinois traitent des grands événements, comme l'élection du Parti québécois et le référendum qui s'en vient. Ce n'est certes pas une préoccupation majeure, mais on en parle de temps à autre. Le sentiment général, c'est que l'on préférerait que le Canada reste comme nous l'avons connu à notre arrivée ici. C'est tout le paquet que nous avons pris.

« Un divorce entre deux personnes n'est pas facile, j'en sais quelque chose. Ce doit être encore pire entre deux pays. Puis, il y a les petites habitudes : le français qu'on voit ici et là sur les édifices publics ou les boites de céréales. On s'est habitués à se demander ce que veulent dire les mots français. Ça fait partie de notre expérience canadienne.

« Je pense que la présence de deux peuples et deux langues a rendu le Canada plus tolérant, plus ouvert aux autres cultures. Sans cet aspect fondamental de la construction du pays, le Canada serait moins ouvert au multiculturalisme et aux immigrants. C'est un aspect qui me touche personnellement. »

Un citoyen sur quatre d'origine asiatique

La région de Vancouver comptait 1,6 million d'habitants au recensement de 1991 : 23 p. cent des gens se sont dits d'origine britannique contre 20,7 p. cent d'origine asiatique.

Loin de se tarir, l'immigration asiatique a, depuis 91, ajouté plus de 75 000 nouveaux citoyens à la région de Vancouver, où la souche asiatique a maintenant égalé la souche britannique, l'ancien et le nouveau peuple fondateur du Canada-Pacifique.

Une telle mutation ne passe pas inaperçue, pas plus dans la vie de tous les jours que dans les tableaux statistiques. Vous débarquez au Quality Inn, une chaîne bien américaine, et tout le personnel, du directeur aux femmes de chambre, vous rappelle qu'on gravite ici dans le nouvel orbite Asie-Pacifique.

Richmond, en banlieue immédiate, dans l'île Lulu, compte maintenant plus de 40 p. cent de Chinois parmi ses 150 000 habitants et l'on prévoit bientôt dépasser le cap du 50 p. cent. Les gens se sont énervés, cet automne, quand les parents chinois ont voulu mettre sur pied leur propre comité d'école.

À Surrey, le nouveau pôle d'attraction au sud du Fraser, ce sont les Indiens du Punjab qui ont secoué les assises de la vénérable légion canadienne, incapable de tolérer la présence des turbans sikhs.

Les tableaux statistiques viennent confirmer les impressions de la rue. Selon les évaluations de Statistique Canada, la Colombie-Britannique aura accueilli, en 94, autour de 50 000 immigrants, le double du Québec.

Comme en 93, les cinq têtes de liste des pays fournisseurs seront : Hong Kong, l'Inde, Taïwan, les Philippines et la Chine. À lui seul, Hong Kong a fourni 50 000 immigrants à la Colombie-Britannique, depuis 10 ans, dont 10 000 en 93 et 14 000 en 94. Et le flot devrait continuer au moins jusqu'en 97, l'année historique de la réunification de l'île capitaliste à la Chine communiste.

Et ces nouveaux Canadiens du Pacifique n'arrivent pas les poches vides. On estime que les Asiatiques possèdent près de 70 p. cent du centre-ville de Richmond. Peter Newman, grand spécialiste de l'establisment financier du Canada, nous met au défi de trouver une rue du centre-ville de Vancouver qui ne soit pas détenue à 40 p. cent par les Asiatiques.

Ici encore, les tableaux statistiques confirment la globalité du phénomène. Pour la seule année 93, Hong Kong a enrichi Vancouver de 937,4 millions de dollars apportés par 623 immigrants entrepreneurs et 1,969 milliard fournis par 888 immigrants investisseurs.

Cette riche invasion pacifique entraine certains soubresauts, des maisons monstrueuses de Richmond aux turbans légionnaires de Surrey, sans oublier les ramifications de la terrible mafia « triad » de Hong Kong, mais dans l'ensemble le grand brassage de population s'est fait assez harmonieusement.

La meilleure explication de ce calme passage nous est fourni par William Saywell. Après dix ans à Toronto, le savant professeur revenait dans sa province natale, en 83, pour prendre la direction de l'université Simon Fraser.

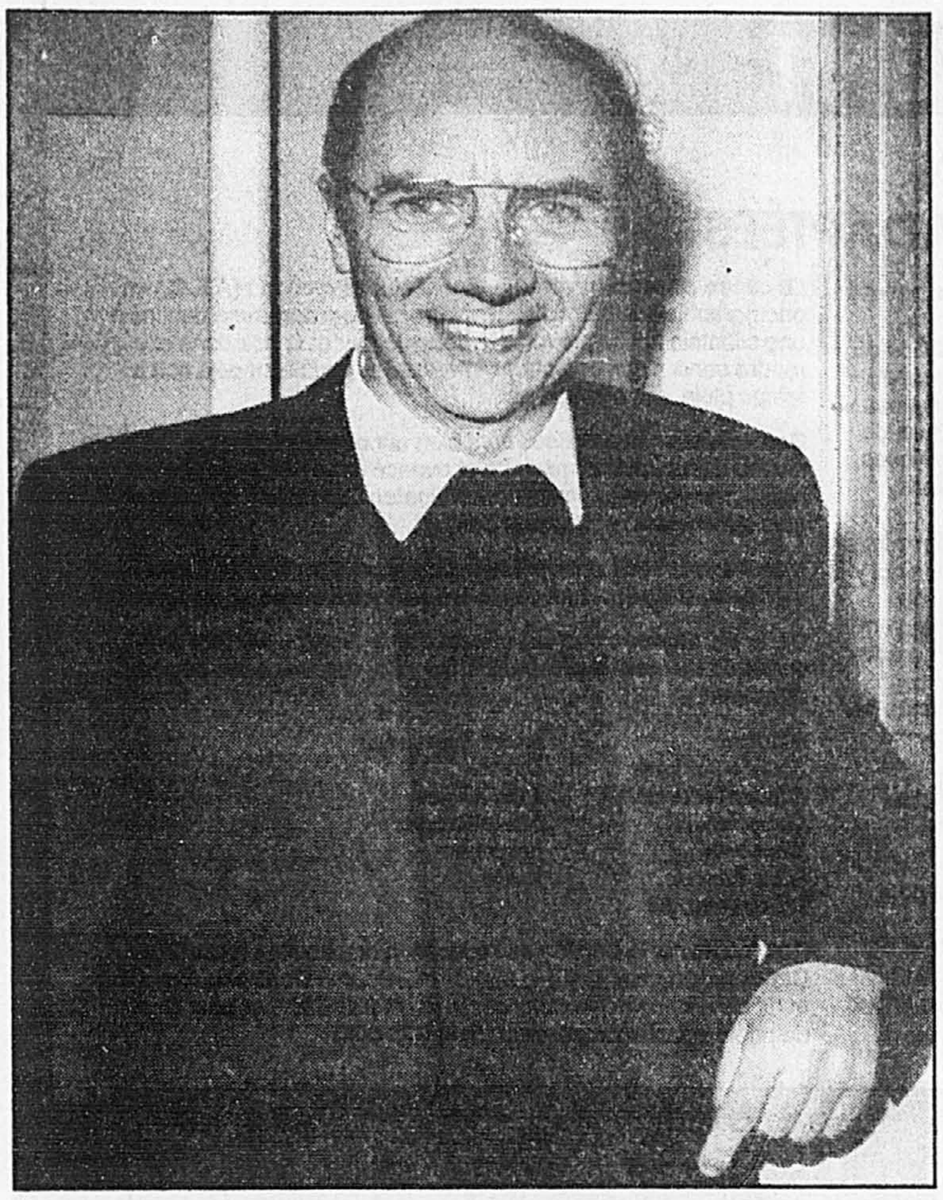
« Invité à participer aux tribunes téléphoniques — populaires et animées à Vancouver —, je fus étonné de constater la révolte des gens — quatre intervenants sur cinq — devant l'invasion des étrangers sur nos campus universitaires. C'était au creux de la récession des années 80, qui avait frappé très fort en Colombie-Britannique », se souvient le professeur Saywell.

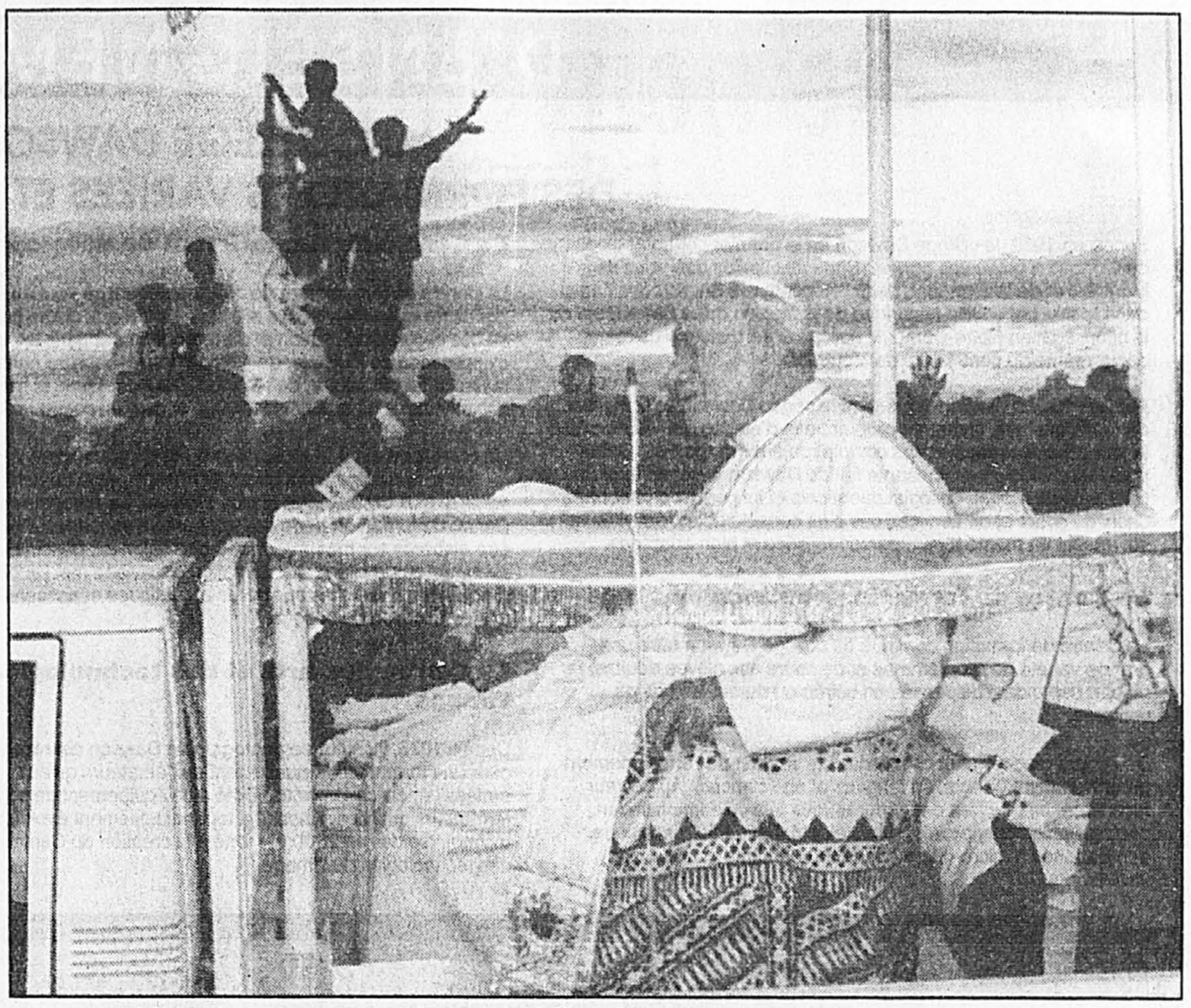
Dix ans plus tard, en prenant la direction de la fondation Asie-Pacifique, M. Saywell a refait sa ronde de tribunes téléphoniques. « La frustration et l'hostilité semblaient avoir disparu. Pourquoi ? Sans doute parce que la récession des années 90, qui avait frappé si fort en Ontario, avait épargné la Colombie-Britannique, grâce surtout aux nouveaux arrivants », explique William Saywell.

Dans ce nouvel univers du Canada-Pacifique, le journaliste montréalais cherche en vain des ouvertures pour ses questions sur le destin du Québec, la place des peuples fondateurs et le statut du français comme langue officielle du pays.

On lui répond, toujours avec étonnement et le plus souvent avec gentillesse, qu'il y a 30 000 Canadiens français contre 400 000 Asiatiques dans la région de Vancouver. Et l'on ajoute, en guise de civilité, qu'on est bien attaché au Québec, partie intégrale de l'histoire et de l'identité canadiennes.

Samedi prochain : un mange-Québécois vorace





Pendant que le pape Jean-Paul II triomphait en Orient, Mgr Gaillot était déchu de sa fonction d'évêque d'Évreux.

Jacques Gaillot, provocateur et prophète

JEAN-PAUL LEFEBVRE
collaboration spéciale

Ce soir-là, les nouvelles de France 2, sur TV5, nous réservaient des images à faire rire ou pleurer. C'est selon. Ceux qui prédisent, avec indifférence ou cynisme la mort, à moyen terme, de l'Église catholique en pays de liberté avaient raison de rire. Celles et ceux qui sont attachés à cette Église et aux valeurs qu'elle porte auraient eu raison de pleurer. Le lecteur annonce d'abord que le Vatican vient de « démissionner » l'évêque d'Évreux, l'ami des pauvres et des exclus, le pacifiste... Puis, apparaît à l'écran le triomphe du pape Jean-Paul II auprès des millions de catholiques réunis à Manille, capitale des Philippines. Quelle « coïncidence »... bien planifiée par les « faiseurs d'image » du Vatican. Voilà des communicateurs auxquels les conseillers de Clinton ou de Chrétien n'ont rien à apprendre. Autre heureux hasard, le cardinal de Paris, bien connu pour son conservatisme, se trouve justement à Manille, aux côtés du pape, pour répondre, à la place de celui-ci, aux questions de France 2. Évidemment, la sentence du trouble-fête d'Évreux est vite prononcée par Monsieur Lustiger. C'est dans le genre : « Tant pis pour lui, on le lui avait bien dit... »

Triompher devant quelques millions de Philippins, qui n'ont pas souvent « de la grande visite » et dont plusieurs ne font pas de différence entre Jésus-Christ et le pape, c'est une chose, répondre aux interrogations et aux avis qu'énonce, depuis douze ans, « l'évêque des autres », c'est une tout autre affaire ! Rome reproche aussi à Jacques Gaillot ses trop fréquentes absences de son diocèse et sa prédilection pour les médias ! Si les évêques, de France et d'ailleurs, se sentaient libres de commenter les habitudes de l'évêque de Rome à cet égard...

Venons-en au fond du problème. A-t-on trouvé dans les écrits ou dans les paroles de Jacques Gaillot quelque hérésie ? Bien sûr que non. La vérité, c'est que l'homme dérange parce qu'il a renoncé à toutes les pompes ecclésiastiques, qu'il va porter la parole là où on l'invite et qu'il dit, sur des questions de morale, des choses que pensent l'immense majorité des croyants, une large portion du clergé et, fort probablement, une portion non négligeable de ses confrères de l'épiscopat. Si cela est vrai, comme je le crois, il faut regretter qu'il n'y ait pas, dans l'Église de France, plusieurs Gaillot. Car dans vingt ans, c'est lui qui sera reconnu comme un prophète tandis que ses juges les plus sévères et les plus haut placés porteront le poids d'une incompréhension du monde d'aujourd'hui, de ses valeurs réelles, de ses défis singuliers et des meilleurs moyens d'y annoncer la Bonne Nouvelle. Mais ce n'est pas encore le fond du problème.

À l'automne 1992, je ne connaissais de l'évêque d'Évreux que son nom et sa réputation. On annonce que Jacques Gaillot doit passer par Montréal et le magazine *Présence* me propose de la rencontrer pour une interview. Pour être franc, les commentaires de presse à son sujet me faisaient craindre qu'il fût un homme un peu superficiel. Je ne m'étais jamais tant trompé. Je passai plusieurs heures avec cet évêque bien spécial. Une heure et demie d'entrevue, souper en sa compagnie avec quelques-uns de ses amis montréalais... En soirée, j'assistai à une conférence qu'il donnait à un auditoire de l'Entraide missionnaire. Quel homme pondéré, calme, à l'esprit clair, et comme il connait bien le contenu de la Bonne Nouvelle commentée dans les Évangiles. Ce qu'on lui reproche, c'est de dire clairement ce que cette Bonne Nouvelle implique dans le contexte culturel d'aujourd'hui. Voici quelques extraits de l'entrevue qu'il m'a accordée. On peut comprendre que cela ne plaise pas au pape actuel, mais cela n'en fait pas un hérétique ou un homme à museler.

« Le mouvement de restauration est puissant dans l'Église actuellement. Il tend vers les grandeurs passées et ne dédaigne pas de voir l'Église institution jouer un rôle important dans l'orientation du monde, notamment de l'Europe. Cette tendance est une régression par rapport aux positions du concile Vatican II » (...) « Mon objectif n'est pas de faire revenir les jeunes à l'Église. Ce que je demande aux chrétiens, c'est de rejoindre les jeunes là où ils sont. Nous devons les écouter, apprendre à connaître leurs aspirations, cheminer avec eux et non pas essayer de les faire venir dans une institution qui ne leur paraît pas, pour le moment, pourvoyeuse de sens » (...) « Il y a des murs à faire tomber dans l'Église. Le centralisme y est exagéré. Les Églises locales et les conférences épiscopales méritent la confiance. Il faut accepter la liberté de débattre de toute question, faire confiance à la régulation de chacune des Églises. L'autoritarisme n'arrêtera pas la vitalité des communautés » (...) « Les hommes et les femmes dans l'Église n'ont pas encore pris la mesure de leur responsabilité. Ce ne sont pas la discipline et le silence qui feront tenir debout le peuple de Dieu. La mise en place de procédures démocratiques, la liberté d'expression, la place des femmes changeront un jour le visage de l'Église. » Dans l'un de ses nombreux livres ; « Le monde crie, l'Église murmure », Gaillot écrit : « L'arrivée de Vatican II était providentielle, dans une société évoluant si vite depuis la fin de la guerre. Vatican II n'était qu'un point de départ. Dans l'esprit même des promoteurs, il s'agissait d'une mise en route, qui impliquait la réponse à d'autres questionnements. (...) Si la vocation de l'Église était d'être toujours en retard d'un concile sur son temps, ce serait terrible. Comment concevoir une Église qui ne soit pas prophétique, c'est-à-dire capable parfois de devancer son temps ? »

Bien sûr qu'avec ce type de langage, un seul évêque français, dans un seul diocèse, tout médiatique qu'il fût, ne pouvait pas tenir tête à un pape tout-puissant, sûr de son fait et bien plus médiatisé que Jacques Gaillot. Cela me semble le fond du problème. Un problème d'autorité, de pouvoir. À cet égard, l'Église n'a cessé, au cours des siècles, de se montrer très, très humaine. Entre le discours Gaillot, que j'ai appris à connaître et à apprécier, et celui de Jean-Paul II, qui chagrine et exaspère de plus en plus de chrétiens, clercs et laïcs confondus, il n'y a guère de doute sur celui qui est le plus approprié au monde d'aujourd'hui. À ceux qui reprochent à Jacques Gaillot de ne pas accepter la collégialité épiscopale, nous sommes en droit de demander si jamais cette discipline permettra d'entendre une parole libre. La recherche de la vérité et de la transparence vaut mieux que toute discipline, même ecclésiastique.

L'injuste punition imposée à l'évêque d'Évreux aurait eu son « beau côté » si elle convainquait quelques évêques, en France et partout ailleurs, de la nécessité absolue de ne pas confondre le respect de la papauté avec un silence que leur conscience réprouve sans doute et que l'histoire ne leur pardonnera pas facilement. Quant à l'exclu d'Évreux, il est vraiment un provocateur, comme l'ont été tous les vrais prophètes. Souhaitons à l'Église qu'il ne se taise pas.

L'épiscopat français reprochait à l'évêque d'Évreux de faire cavalier seul

Joseph VANDRISSE
Le Figaro

LE VATICAN

La visite de Mgr Gaillot au Vatican était attendue depuis décembre, mais l'évêque arguait des raisons d'emploi du temps pour la différer. Ce n'était pas son premier tête-à-tête avec le cardinal Gantin. Ce fut d'abord a Nancy, en 1988, en marge d'une visite du pape, puis à Rome, en 1992, et enfin en cette année 1995. Chaque fois, expliquera un second communiqué du Vatican, on lui fit part des « interrogations, des inquiétudes et des réactions négatives que son comportement ses prises de position et ses fréquents voyages hors de son diocèse suscitaient de tous côtés ».

En janvier 1992, cette rencontre eut lieu dans le cadre de la visite quinquennale des évêques français à Rome. Ceux des diocèses du Nord devaient être reçus le 18 par le Saint-Père. La veille, faisant cavalier seul, Jacques Gaillot ne participait pas aux échanges que ses confrères avaient avec les divers services de Rome. Il se disait inquiet au sujet de sa rencontre du lendemain avec Jean-Paul II. En sortant ce jour-là du Vatican, il lança : « Le pape m'a simplement demandé de chanter dans le choeur et non en dehors du choeur. »

Le Souverain Pontife voulait lui signifier que la communion qui lie les évêques entre eux n'est pas un vain mot. Aimable propos du pape, disait-on alors.

Précision du Vatican : « Pas du tout, ce fut un sévère avertissement. »

S'agit-il alors d'un différend en profondeur entre un évêque français et Rome ? La réponse est tout autre. Ce fut d'abord un débat dans l'épiscopat français. Il culminait l'an dernier, en avril, quand, le 14, Mgr Duval, président de la conférence des évêques, adressait une lettre à Mgr Gaillot : « Cesse d'afficher tant de distance entre toi et les autres évêques. »

Le 12, au moment même où l'épiscopat tenait son assemblée plénière à Paris, Arte diffusait une émission consacrée aux exclus de l'Église, et Jacques Gaillot dialoguait avec Eugen Drewermann, prêtre allemand contestataire devenu, lui aussi, enfant chéri des médias.

Interrogation troublante

Faut-il remonter le fleuve en amont pour essayer de comprendre ? Le 20 juin 1982, à quarante-six ans, Jacques Gaillot est ordonné évêque à Saint-Dié. Interrogation troublante d'un prêtre à un évêque présent à la cérémonie : « A-t-il le jugement nécessaire pour assumer sa tâche et la prudence que requiert la fonction ? » À Évreux, beaucoup de fidèles allaient répondre positivement. L'évêque est un homme de prières, les retraites qu'il prêche sont exemplaires et même traditionnelles. Il a la passion des pauvres, des oubliés, des marginaux.

Il commence pourtant à multiplier assez vite les démarches qui le situent en marge des évêques. Et faudrait-il faire l'injure à ceux-ci de croire qu'ils ne sont pas aussi évêques des autres ?

Dès novembre 1983, à Lourdes, Jacques Gaillot vote la déclaration sur la dissuasion nucléaire. Le vote est secret, il en informe aussitôt la presse. L'année suivante, il prend position contre la manifestation du 24 juin 1984 en faveur de l'école libre. Un an plus tard, il signe « l'appel de Montpellier », qui suspecte Jean Paul II de « brader le concile ». Dans la foulée, il s'en prend au cardinal Ratzinger.

On le voit peu après partir pour l'Afrique du Sud, où il espère, avec le Parti communiste, faire libérer un coopérant militant. L'apparente sérénité de son discours épiscopal est aussitôt démentie par l'accélération frénétique de ses interventions et la brutalité calculée des oppositions qu'il signifie non seulement au pape mais à la collégialité épiscopale.

Il donne l'impression qu'il n'est évêque que pour lui-même. Le voilà devenu image d'Épinal, exploitée par les médias, comme l'était à l'opposé de l'échiquier catholique Mgr Lefebvre. Pourquoi celui-ci était-il sanctionné et non pas l'évêque d'Évreux ? Bon nombre de catholiques, sans être « traditionnels », s'interrogent, comme ils n'ont jamais compris pourquoi l'évêque tenait a être interviewé par *Lui* ou *Gai Pied hebdo* et à participer à des émissions légères. Sa présence scandalise d'autant plus qu'apparemment il n'apporte plus rien au débat.

Tout aboutit au 15 février 1989. Ce jour-là, le cardinal Decourtray, alors président de la Conférence des évêques de France, et Mgr Gaillot, signent une déclaration commune. L'évêque d'Évreux exprime sa fidélité à l'Église et sa communion avec les autres évêques.

Les évêques avaient donc patienté six ans. Jean-Paul II, de son côté, espérait toujours que l'évêque d'Évreux respecterait l'engagement qu'il avait pris. En fait, il s'isolait de lui-même, convaincu de la justesse du combat qu'il menait. Sans doute veut-il poursuivre sa route, jouant le rôle de leader prophétique. Mais qui, de lui-même, peut s'arroger ce titre ? Les grands prophètes n'ont jamais eu conscience de l'être. Ils ont, en tout cas, toujours refusé les manipulations, comme ils n'ont jamais cherché le martyre.

Les écarts médiatiques

PRESTATIONS TÉLÉVISÉES — « Avoir quelques minutes à la télévision, cela vaut de l'or », explique Mgr Gaillot après avoir participé en mars 1994 à la célèbre émission *Frou Frou* .

EUGEN DREWERMANN — En acceptant de dialoguer avec le théologien contestataire, sur la chaîne ARTE, au printemps dernier, Mgr Gaillot ne voulait pas, dit-il, « provoquer » sa hiérarchie. Les deux hommes s'entendent sur la « situation de crise » de l'Église.

HOMOSEXUALITÉ — « Les homosexuels nous précèdent dans le royaume de Dieu (...). En cherchant à les exclure, les communautés chrétiennes affaibliraient leur témoignage », affirmait en 1989 Mgr Gaillot dans une interview accordée à la revue *Gai Pied*. Quelques semaines plus tard, l'évêque d'Evreux s'exprimait dans les colonnes du mensuel *Lui*. En 1990, il a témoigné aux assises de Tours en faveur d'un homosexuel accusé d'un crime passionnel.

SIDA ET PRÉSERVATIFS — Mgr Gaillot s'oppose aux positions du Vatican : « Conseiller aux populations à risque de ne pas utiliser de préservatifs est de la non-assistance à personne en danger », dit-il.

MARIAGE DES PRÊTRES — L'évêque est favorable à l'ordination d'hommes mariés et à l'intégration des prêtres mariés.

LOIS FRANÇAISES SUR L'IMMIGRATION — Son livre, *Coup de gueule contre l'exclusion* (Ramsay), paru en février 1994, s'élève contre la politique menée par le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua en la matière. « N'en déplaise à M. Pasqua, l'Église est pleinement dans son rôle lorsqu'elle se préoccupe du sort des étrangers. » Mgr Gaillot fustige le « discours hexagonal » du ministre, et décrit « une France de l'exclusion, qui bafoue son histoire et sa fierté ».

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

AU COLLÈGE DAWSON DES FORMATIONS VARIÉES ET ADAPTÉES

Fondé en 1969, le collège Dawson fut le premier cégep anglophone du Québec à ouvrir ses portes. Situé aux limites des villes de Montréal et de Westmount, dans l'élégante rue Sherbrooke Ouest, dans le très bel édifice historique de la maison mère des soeurs de la congrégation Notre-Dame, le collège est à distance de marche du coeur même du centre-ville de Montréal.

Plus de 10 000 élèves fréquentent le cégep Dawson et sont inscrits dans les quelque cinquante programmes d'études qui y sont offerts le jour ou en soirée, à temps complet ou à temps partiel. Cette population étudiante imposante fait de Dawson le cégep le plus fréquenté du réseau collégial québécois et lui permet d'offrir un choix de cours et de services des plus considérables, activités qui se veulent en même temps personnalisées et bien adaptées.

Le Centre de formation continue

Le Centre de formation continue du collège Dawson offre une grande variété de programmes et de cours aux élèves adultes, la plupart cependant dispensés en soirée ou durant les fins de semaine.

Des cours crédités sont offerts dans le secteur de l'enseignement préuniversitaire en arts, en langues et en sciences. Au secteur technique, on trouvera des programmes tels qu'administration, photographie commerciale, génie électrique, génie mécanique, applications en micro-informatique, bureautique et enfin, arts visuels.

Le Centre de formation et de développement

Le Centre de formation et de développement se veut au service de l'industrie et du monde des affaires. Il offre aux divers personnels de ces secteurs formation et perfectionnement dans les domaines d'application de logiciels, de gestion des ressources humaines, de la formation technique, de technologies électriques et mécaniques, des standards de qualité ISO 9000 et des télécommunications.

Un consultant est à la disposition du client pour une visite sans frais où une aide est apportée quant au choix du type de formation qui y serait la plus profitable et la plus efficace. Les programmes du Centre de formation et de développement sont adaptés et peuvent être élaborés sur mesure, c'est-à-dire selon les besoins très précis exprimés par le client. La formation dispensée met l'accent sur l'acquisition d'habilités concrètes et pratiques et est sanctionnée par une certification du collège.

Le Centre des arts et des technologies de l'image

Depuis 1976, l'Institut de photographie Dawson est reconnu pour offrir une formation de qualité tant aux amateurs qu'aux professionnels de la photo. Doté d'un équipement de pointe et de formateurs qualifiés, l'institut a tout naturellement évolué vers la technologie de l'an 2000 et mené à la création du Centre des arts et des technologies de l'image.

Le centre dispense un programme d'études reconnu (A.E.C.) en photographie commerciale. L'horaire de ce programme destiné à une clientèle adulte prévoit des cours le jour et le soir dans le but de rendre service aux personnes intéressées travaillant déjà soit à temps plein, soit à temps partiel.

Des activités non créditées sont bien sûr offertes à des clientèles de niveau débutant, intermédiaire et avancé dans des programmes de photographie, vidéo, image sur ordinateur, animation en deux et trois dimensions et "Desktop Editing".

Vous trouverez au collège Dawson des formations variées, dispensées dans un environnement de qualité.

Cette chronique vous est offerte par le Regroupement des collèges du Montréal métropolitain qui regroupe les cégeps suivants:

Ahuntsic
Bois-de-Boulogne
Édouard-Montpetit
Maisonneuve
Montmorency
Saint-Laurent
Vieux-Montréal
André-Laurendeau
Dawson
John Abbott
Marie-Victorin
Rosemont
Vanier

Pour contacter le Service de l'éducation des adultes du collège Dawson composer le (514) 933-3771. Pour le Centre de formation et de développement composer le (514) 933-5307, et pour l'Institut de photographie composer le (514) 933-0047.

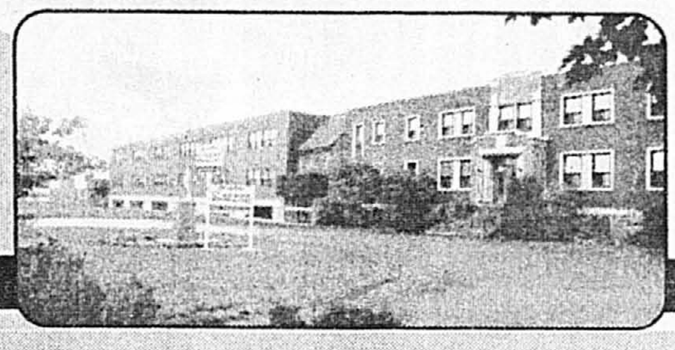
ÉCOLE SECONDAIRE NOTRE-DAME-DE-LOURDES

N D° L — Une classe à part!

Septembre 1995 1ère secondaire Projet d'École d'Éducation Internationale

- Une école centrée sur l'élève;
- Une école où l'on voit à la croissance équilibrée des adolescentes;
- Une école qui donne le goût de la réussite;
- Une école qui forme les femmes d'avenir;
- Une école soucieuse de sa compétence et ouverte sur la qualité de nouvelles approches pédagogiques;
- Une école qui prend le temps d'éduquer... d'aimer.

École secondaire Notre-Dame-de-Lourdes
Externat pour jeunes filles
Maison d'éducation privée catholique
Déclarée d'intérêt public par le ministère de l'Éducation du Québec



Examens d'admission
le vendredi 10 février à 9 h
Inscription: Mme Flore Vallières - 670-4740

845, chemin Tiffin, Longueuil (Québec) J4L 3G5 Tél.: (514) 670-4740 Fax: (514) 670-2800

2150731 - A29

ANGLAIS
COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION
Petits groupes: 3 à 7 personnes; admission continue; 1 à 5 fois / sem.; matin, après-midi, soir, samedi; 200 $ / 30 h, 370 $ / 60 h, tout compris. 100 % déductible d'impôt. Aussi disp.: cours particuliers, formation en entreprise
Converlang
5268, av. du Parc 278-5309

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE GRAPHOANALYSE INC.
Affiliée à l'International Graphoanalysis Society de Chicago
Cours d'analyse de l'écriture 3 degrés
1665, rue Royale
Trois-Rivières, Qc. G9A 4K2
(819) 374-4819
2183927 - 114

Aux cadres, gérants, superviseurs, chefs d'équipe, nous offrons un programme de formation en supervision :
La gestion d'une équipe d'employés et d'employées (supervision)

Les cours ont une durée de 30 heures chacun et sont offerts le soir et le week-end

- Supervision efficace
- Gestion intégrée
- Gestion du travail et productivité
- Communication
- Leadership
- Administration du personnel et relations de travail
- Relations humaines
- Gestion personnelle
- Gestion du temps et du stress
- Informatique, outil de gestion

Les activités complémentaires sont de 60 heures

- Centre d'évaluation du potentiel de gestion
- Centre d'évaluation des apprentissages

Pour information et inscription, présentez-vous sans rendez-vous, le lundi 23 janvier 1995 à 19 heures, au local S-126 du pavillon Ignace-Bourget 10500, avenue de Bois-de-Boulogne, Montréal ou composez le 332-3000 poste 313.

55-182

Collège de Bois-de-Boulogne
L'avenir en formation
ÉDUCATION DES ADULTES
Le Collège de Bois-de-Boulogne est membre du Regroupement des collèges du Montréal métropolitain

UNE ÉCOLE OUVERTE SUR LES TRADITIONS

Apprentissage rigoureux du français

Programme renforcé en langues: anglais, arabe, espagnol, grec moderne, chinois*

École Pasteur
CARTIERVILLE
École privée française fondée en 1956
Préscolaire - Primaire - Secondaire
Externat - Pensionnat

Transport disponible

*Si le nombre d'inscrits le permet.

Journée «PORTES OUVERTES»
Le 21 janvier 1995 de 13 h à 17 h
12345, av. de la Miséricorde, Montréal
(514) 331-0850
2183440 - 121

ÉLECTRONIQUE
TECHNICIENS • TECHNICIENNES

Évaluez sérieusement une carrière dans ce secteur

- l'emploi y est exceptionnel
- les salaires sont élevés
- le travail est motivant
- les milieux de travail sont diversifiés
- les conditions de travail sont excellentes
- l'avenir est grandement ouvert

Choisissez Teccart pour votre D.E.C.

- c'est le pionnier de la formation en électronique
- le placement de ses diplômés est remarquable
- le cours est pratique, au point, près de la réalité industrielle
- l'étudiant obtient un suivi personnalisé

- **trois programmes sont offerts:**
  - **243.06** Technologie de l'électronique industrielle *(Instrumentation/Contrôle)*
  - **243.11** Technologie de l'électronique *(Télécommunication)*
  - **243.15** Technologie de systèmes ordinés

Teccart, plus qu'un diplôme: l'excellence, la confiance, la fierté.

Vous avez un D.E.C. ou presque?
Inscrivez vous au cours intensif et obtenez votre D.E.C. en 2 ans.

MÉRITEZ UNE BOURSE D'UNE ENTREPRISE PRESTIGIEUSE

Hydro-Québec
Kraft General Foods Canada Inc.
NCR
Bourse de l'Excellence

quatre bourses couvrant les frais de scolarité pour les trois années nécessaires à l'obtention d'un D.E.C. à l'Institut Teccart. Pour obtenir un formulaire d'inscription, adressez-vous au service d'information scolaire ou d'orientation de votre école ou contactez l'Institut Teccart. **Date limite d'inscription: 31 janvier 1995.**

PORTES OUVERTES au 3030, rue Hochelaga
SAMEDI 21 JANV. 1995 DE 9h30 À 12h30

ATELIERS DE FORMATION
Durée: 30 heures
Horaire: le soir, de 19h00 à 22h30, ou session intensive d'une semaine du lundi au vendredi, de 9h00 à 16h00

- Réseau NOVELL #1
- Langage C avec Turbo C++ (base)
- Méthodes de dépannage et entretien
- Entretien et réparation de lecteurs de disques compacts au laser
- Automates programmables (base)
- Moteurs et contrôle de moteurs
- Instrumentation et contrôle de procédé
- Installation de systèmes d'alarme
- Réseau NOVELL #2
- Langage C avec Turbo C++ (interm.)
- Programmation GRAFCET
- Automates programmables (interm.)
- Entretien et réparation de micro-ordinateurs
- Installation et études des antennes

Tous les ateliers sont offerts conditionnellement à un nombre suffisant d'inscriptions.

(514) 526-2501
TECCART
un collège qui tient ses promesses
3155, rue Hochelaga, Montréal (Québec) H1W 1G4 (Métro Préfontaine)

ANCIENS DE TECCART 50 1945 1995
Faites-vous connaître et informez-vous des festivités de 1995
(514) 859-9044

À toute personne désireuse de se familiariser avec les outils préconisés, nous offrons le programme :
Gestion de la qualité

Les cours ont une durée de 30 heures chacun et sont offerts le soir et le week-end

- Gestion intégrale de la qualité dans les entreprises de production
- Gestion intégrale de la qualité dans une entreprise de service
- Déploiement de la fonction qualité
- Amélioration continue des processus
- Gestion du changement
- Créativité en résolution de problèmes
- Mobilisation et consolidation d'une équipe de travail
- Animation d'une équipe de travail
- Coaching et aide à la formation
- Gestion participative

95-183

Pour information et inscription, présentez-vous sans rendez-vous, le mardi 24 janvier 1995 à 19 heures, au local S-126 du pavillon Ignace-Bourget, 10500, avenue de Bois-de-Boulogne, Montréal ou composez le 332-3000 poste 313.

Collège de Bois-de-Boulogne
L'avenir en formation
EDUCATION DES ADULTES
Le Collège de Bois-de-Boulogne est membre du Regroupement des collèges du Montréal métropolitain

CAMPS D'ÉTÉ IMMERSION EN ANGLAIS

Université Victoria:
pour étudiants de 7 à 17 ans, au centre-ville de Toronto.

- cours d'anglais
- activités culturelles
- sports
- excursions touristiques
- des visites aux chutes du Niagara et à Canada's Wonderland sont comprises dans les programmes nommés ci-dessus.

Campus St. George:

pour 18 ans et plus à l'Université de Toronto au centre-ville de Toronto.

Cours intensifs d'anglais (4 à 5 heures par jour)

- programme de temps libre indépendant et sans supervision.

Pour plus de renseignements, communiquez avec:

MWS Student Camps International Inc.
23 Isabella Street, Toronto, Ontario
M4Y 1M7 • Tél.: (416) 921-6998
Fax: (416) 515-0434
S2167877

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

ACADÉMIE MICHÈLE-PROVOST inc.

MAJORES PENNAS NIDO

Collège privé mixte
fondé en 1957
agréé pour fins de subventions

Primaire & Secondaire
Externat & Pensionnat

ADMISSION SUR RENDEZ-VOUS POUR TOUS LES NIVEAUX
Téléphonez au 934.0596

Un enseignement de qualité à la recherche de l'excellence, dans un environnement privilégié, au centre-ville, avec un terrain récréatif sur le flanc du Mont-Royal.

Programme du Ministère de l'Education du Québec
. cours enrichis (français, mathématique et anglais)
. programme spécial pour élèves doués et talentueux
. cours spéciaux pour élèves allophones
Activités diverses (clubs, sports d'équipe, etc...)
Encadrement et sécurité des élèves

Des services nouveaux pour de nouveaux besoins :
. accueil des élèves dès 7h30 le matin
. étude ou garderie le soir
. pensionnat à l'année ou occasionnel
. repas (matin, midi et/ou soir)
. possibilité de co-voiturage

Portes ouvertes
tous les jeudis de 10 h 00 à 12 h 00

1517, avenue des Pins, Ouest,Montréal (Québec) H3G 1B3
(entre l'hôpital Royal Victoria et l'hôpital Général de Montréal, autobus 144 ou 165, métro Guy)

ÉCOLE PRIORY
fondée en 1947

École primaire, anglaise, indépendante, mixte

- *approche individualisée*
- *programme dynamique en français langue seconde*
- *contenu pédagogique enrichi*
- *activités para-scolaire*
- *garderie post-scolaire*
- *certificat d'éligibilité pour école anglaise non-requis.*

PORTES OUVERTES
Lundi 23 janvier, de 9 h 30 à 11 h 30
Mardi 24 janvier, de 9 h 30 à 11 h 30
SOIRÉE D'INFORMATION
Mardi 24 janvier, à 19 h.

3120, le Boulevard, Montréal H3Y 1R9, 935-5966

S2189857

LE CENTRE D'ÉTUDES COMMERCIALES

Si le domaine du tourisme et de l'hôtellerie vous intéresse

Saisissez cette chance !!!
Inscrivez-vous dès maintenant à notre programme de

Réceptionniste bilingue en hôtellerie
« BILINGUAL HOTEL FRONT DESK CLERK »

- Prêts et bourses disponibles
- Bilingue
- Le seul en son genre
- Stage en milieu de travail

Pour renseignements:
688-2933

Commission scolaire Laurenval **Laurenval School Board**
Service de l'éducation des adultes **Adult Education Services**
3200, chemin du Souvenir, Chomedey, Laval (Québec) H7V 1W9
Téléphone: **(514) 688-2933**

S2190557

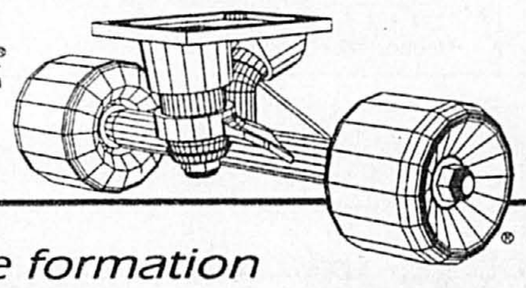
La formation... la concrétisation de vos idées!

Institut CAO/FAO 281-9807
Centre collégial de transfert de technologie

- **AutoCAD Version 13 Mise à jour - 14 hres.** $275
  1 et 2 février **ou** 16 mars au 6 avril (jeudis 18h00 à 21h30)
- **AutoCAD LT - Introduction - 28 hres.** $360
  6, 7, 13 et 14 février (8h30 à 16h30) **ou** 19 février au 9 avril (dimanches 9h00 à 12h30)
- **AutoCAD - Niveau I - 28 hres.** $360
  6, 7, 13 et 14 février (8h30 à 16h30) **ou** 19 février au 9 avril (dimanches 9h00 à 12h30)
- **AutoCAD - Niveau II - 28 hres.** $360
  19 février au 9 avril (dimanches 9h00 à 12h30)
- **AutoCAD - Niveau III - 28 hres.** $360
  19 février au 9 avril (dimanches 9h00 à 12h30)
- **Autodesk 3D Studio - Intro - 21 hres.** $295
  4, 11 et 18 février (samedis 9h00 à 17h00)
- **3D modélisation de surface et Autovision - 35 hres.** $425
  4 février au 8 avril (samedis 13h00 à 16h30)
- **SmartCAM - Intro - 21 hres.** $395
  13 février au 20 mars (lundis 18h00 à 21h30)

Cours crédités: 26 janvier au 13 mai - 60 hres. $445
- **Introduction à AutoCAD** (architecture, mécanique ou cartographie)
- **AutoCAD Avancé**
- **AutoCAD - Techniques de personnalisation**
- **Introduction à MicroStation**

Autodesk. Centre de formation



Centre de formation aux entreprises 848-9900
Vanier Seminar Centre

- **Introduction à Windows - V.3.1 - 7 hres.** $100
  3 février **ou** 3 mars **ou** 11 avril
- **Introduction au DOS et Windows - 14 hres.** $195
  2 et 3 février **ou** 2 et 3 mars **ou** 10 et 11 avril
- **Introduction à/to Lotus 1-2-3 - V.2.4 DOS - 14 hres.** $210
  13 et 14 février **ou/or** February 9 & 10 (anglais)
- **Introduction à/to Lotus 1-2-3 - V.4 DOS - 14 hres.** $210
  23 et 24 février **ou/or** February 23 & 24 (anglais)
- **Introduction à/to MS-Excel - V. 5 Windows - 14 hres.** $210
  16 et 17 mars **ou/or** January 26 & 27 (anglais)
- **Introduction à MS-Access - V.2 - Windows -14 hres.** $210
  30 et 31 janvier **ou** 27 et 28 mars
- **MS-Word - V.6 - Windows -14 hres.** $210
  16 et 17 février **ou/or** March 20 & 21 (anglais)
- **WordPerfect 5.1 DOS-Niveau I -14 hres.** $210
  16 et 17 février **ou** 30 et 31 mars
- **WordPerfect 5.1 DOS à/to 6.0 DOS -14 hres.** $210
  9 et 10 février **ou/or** February 27 & 28 (anglais)

Borland. Authorized Training Centre

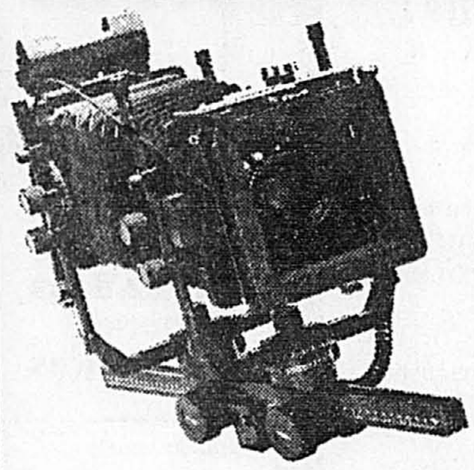
Le guichet unique pour vos besoins de formation

425, de Maisonneuve ouest, Montréal, Québec H3A 3G5 McGill ou Place-des-Arts

CÉGEP VANIER COLLEGE

DEVENEZ PHOTOGRAPHE PROFESSIONNEL

Début: Janvier 1995



En moins d'un an
842-8643

Cours temps plein de jour

COLLÈGE DE PHOTOGRAPHIE Marsan
Programme de photographie commerciale, A.E.C. 570.34, Permis No. 749 553

- Prospectus gratuit
- Admissible au programme SPRINT et à l'aide Financière.

Be.ti UQAM

TÉLÉ-UNIVERSITÉ

L'UNIVERSITÉ À DISTANCE

Étudiez au chaud cet hiver...

Où que vous soyez, au Québec, au Canada ou à l'étranger

Faites des études à domicile
À temps complet ou à temps partiel

Un diplôme de 2e cycle en formation à distance
Un baccalauréat en communication
13 certificats et plus de 150 cours en :

Administration	Communication
Environnement	Français
Études pluridisciplinaires	Informatique
Relations industrielles	Langues
Sciences sociales	Science et technologie

NOUVEAU **Formation sur l'autoroute électronique**

Inscription en tout temps de l'année
Plus de 200 000 étudiants depuis 1972

Université du Québec
Télé-université

Demandez notre brochure d'information
(514) 522-3540 ou 1 800 665-4333

Carrières dans le domaine du voyage

L'industrie du voyage, un monde fermé et difficilement accessible ? Depuis 1979, une institution privée a prouvé qu'après une formation de 4 mois les portes vous sont grand ouvertes.

- Vous avez fait des études collégiales ou universitaires mais les emplois sont rares dans votre secteur de spécialisation ?
- Vous avez quitté le marché du travail depuis quelques années et vous recherchez un travail intéressant ?
- Vous travaillez actuellement, mais vous songez à réorienter votre carrière ?
- Le domaine du voyage vous intéresse, vous n'avez pas fait d'études collégiales et vous vous demandez s'il y a des emplois intéressants pour vous ?

Formation technique

Sachez d'abord que, pour y accéder, il faudra acquérir une solide formation technique: **rien de très difficile**, mais il faut connaître la terminologie technique du voyage, la tarification, le système de réservation informatisé, etc. En plus d'une bonne formation en géographie, vous devez connaître les produits offerts aux touristes et gens d'affaires et les caractéristiques des principales destinations.

L'industrie du voyage ne se limite pas aux agences de voyages. Il y a une foule d'entreprises qui offrent leurs services par l'entremise du réseau des agences de voyages et toutes ces entreprises aussi recherchent du personnel techniquement qualifié **de tout âge.**

Avant de choisir une école, assurez-vous qu'elle est reconnue par les employeurs. Découvrez par vous-même quelle est la meilleure école. Faites votre propre sondage en demandant aux agences de voyages: ***Quelle est la meilleure école ?*** Vous allez alors découvrir que le Collège April-Fortier offre la formation professionnelle la plus reconnue.

Collège April-Fortier

En quelques mois, le Collège April-Fortier vous permet d'acquérir cette formation technique. Ce collège n'est pas un Cegep et, par conséquent, n'offre pas un enseignement général; le collège offre une formation professionnelle qui s'adresse d'abord et avant tout à une **clientèle adulte** qui recherche les outils nécessaires pour fonctionner dans le domaine du voyage. Fondé par des professionnels du voyage pour répondre aux besoins de cette industrie, le collège a la réputation d'être très branché sur les besoins de l'industrie.

Le collège vous permet donc de faire la **transition** entre votre situation actuelle et l'industrie du voyage; une fois dans l'industrie, vous découvrirez une quantité surprenante de postes diversifiés. Ce sera alors à vous d'orienter votre carrière selon vos goûts, vos forces et vos objectifs.

Vous pouvez aussi effectuer une **transition graduelle** en vous impliquant à **temps partiel** dans le domaine tout en conservant votre emploi actuel; cette approche vous permet de bénéficier des avantages de l'industrie et d'acquérir une expérience qui sera valorisée si un jour vous décidez de vous y impliquer à temps plein.

Programme

Le programme de formation d'une durée de **332 heures** est suivi d'un stage d'au moins **30 heures** en agence de voyages. Le programme est divisé en sept cours de telle sorte que vous pouvez le suivre à temps plein ou à temps partiel; le collège offre des cours de **jour**, de **soir** et du **samedi**.

Service de placement

En plus de répondre aux demandes provenant de l'industrie, le personnel du collège pourra vous orienter selon vos expériences passées, votre âge, les études que vous avez déjà faites et les objectifs que vous poursuivez. Comme il s'agit d'une industrie aux multiples ramifications avec des emplois de nature très diversifiée, le monde du voyage a besoin de personnes de tout âge, autant des diplômés universitaires que des personnes possédant une formation de niveau secondaire. **Les étudiants se retrouvent très rapidement sur le marché du travail** du fait que la direction du collège travaille en étroite collaboration et uniquement avec l'industrie du voyage; après **15 ans** de réputation d'excellence, il n'est pas surprenant de retrouver un grand nombre d'ex-étudiants à des postes importants dans toutes les sphères de l'industrie.

Prochains cours

Les prochains cours du jour débutent le **13 février et le 11 avril.** Les cours du soir débutent le **13 février**; ceux du samedi débutent le **11 février.**
Nous vous offrons aussi la possibilité de suivre le programme en anglais du **30 janvier 1995.**

Gisèle April-Fortier

Vous avez le choix de suivre les cours en français ou en anglais. Ceux qui suivent les cours en anglais ont la possibilité de rédiger leurs examens en français s'ils le désirent. Il s'agit là d'une excellente occasion de se perfectionner en anglais tout en suivant une formation spécifique.

Renseignements

Si vous désirez en savoir davantage, contactez le Collège April-Fortier au **878-1414** ou au **521-1600**; on vous fera parvenir une brochure explicative. Si vous le désirez, prenez rendez-vous avec un conseiller.

Pour mieux connaître l'industrie et les possibilités qu'elle vous offre, le collège offre **gratuitement** un cours de 3 heures, **JEUDIS: 26 janvier,** ou **02, 09 février à 14h00. MERCREDI: 1er février à 19h00** ou en anglais, **MERCREDIS: 25 janvier et lè 08 février à 19h00** et **VENDREDI le 10 février à 14h00.** Vous aurez alors l'occasion de poser toutes les questions qui vous intéressent. **S.V.P. Réservez.** Le collège est situé au **801 rue Sherbrooke Est (1er étage), au coin de St-Hubert,** à deux minutes de la station de **métro** Sherbrooke (sortie Berri Est).

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

COURS DE CONVERSATION ANGLAISE

PETITS GROUPES 4 à 7 MAXIMUM

Pour ceux et celles qui désirent:
- mieux se débrouiller en anglais;
- être plus à l'aise en le parlant;
- être plus spontanés.

- Niveaux: débutant à avancé
- Horaires: jour/soir ou le samedi
- Durée: 30 heures (en 5 semaines)
- Frais de la session: 195 $ (déductibles d'impôt)

*(Classement, ouverture du dossier et matériel: 30 $)
Entrevue de classement et inscription sur rendez-vous

DERNIÈRE SEMAINE D'INSCRIPTION
du 16 au 21 janvier inclusivement.
985-2414 (ou 985-2200 après 17 h 30)

2187509 - 114

CCFA C'EST
• 25 ans d'expérience • Près de 20 000 étudiant(e)s • Aux employé(e)s de centaines de compagnies telles que La Presse, The Montreal Gazette, Radio-Canada, la CECM, la PSBGM, La Laurentienne, Hydro-Québec, Air Canada, etc.

CENTRE CCFA ÉCOLE DE LANGUES
Station de métro Peel , sortie Peel

Nous formons des gagnants!

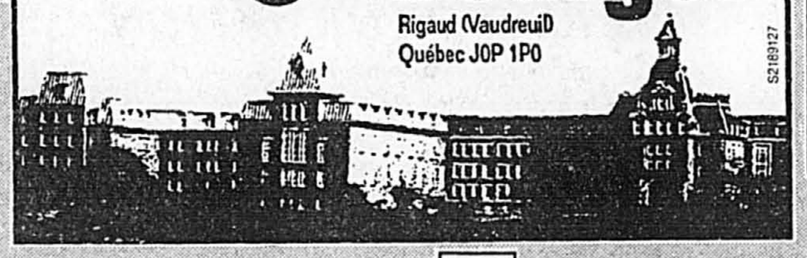
PROJET
OUVERTURE DÈS SEPTEMBRE 1995

4e, 5e et 6e primaire

internes et externes
garçons et filles

PORTES OUVERTES et PRÉINSCRIPTION
LE DIMANCHE 12 FÉVRIER 1995 de 13 h 30 à 15 h 30
Pour plus de renseignements composer (514) 451-5785

Collège **Bourget**
Rigaud (Vaudreuil)
Québec J0P 1P0



S2189127

IMMERSION EN ITALIE

2 - 22 juillet 1995 *Coût : 1449 $*

Vivez une expérience différente : vacances-étude dans la douce Toscane, à San Vivaldo, aux portes de Florence, Sienne et Pise.

Le forfait inclut :
- cours de langue et culture (45 heures, créditables) à la Scuola Dolce Toscana
- hébergement (appartement en occupation double) à l'auberge typique La Pineta
- les frais d'inscription aux cours et le matériel pédagogique
- trois excursions: à San Giminiano, Certaldo et Volterra

Soirée d'information
le 25 janvier 1995, à 19 h, au local S-126 (pavillon Ignace-Bourget, 10500, avenue de Bois-de-Boulogne, Montréal).
Un représentant de l'Agence Viau-Marlin sera présent.

Inscription :
sur rendez-vous au Collège, en appelant au (514) 332-3000, poste 399.

Date limite d'inscription : le 24 février 1995
Nombre de places limité

95-151

Collège de Bois-de-Boulogne — ÉDUCATION DES ADULTES
L'avenir en formation

Dernières journées d'inscription

session hiver 1995

Il est encore possible de vous inscrire aux cours suivants :

101-902-86	Corps humain I
101-904-86	Corps humain III
201-105-77	Algèbre
221-119-88	Estimation
340-101-03	Philosophie - Ensemble no I
340-102-03	Philosophie - Ensemble no 2
340-401-84	Éthique et politique
350-305-77	Développement humain II
352-110-89	Initiation à la gérontologie
352-221-89	La personne âgée dans la société
352-503-89	Approche de la mort
387-968-82	Sociologie de la santé
387-970-82	Sociologie de la famille
410-110-90	Comptabilité I
410-210-90	Comptabilité II
410-510-89	Gestion de projet en gérontologie
410-540-89	Finance I
410-709-88	Crédit au particulier
410-718-88	Crédit hypothécaire
410-728-88	Promotion des services financiers
410-731-88	Aspects juridiques du crédit
410-736-88	Crédit commercial
412-101-87	Dactylo
412-201-87	Wordperfect 6.0, niveau 1 sous DOS
412-201-87	Wordperfect 6.0, niveau 1 sous WINDOWS
412-201-87	Word 6.0, niveau 1 sous WINDOWS
420-904-85	Lotus 1,2,3, niveau 1
420-947-84	Init. à l'informatique de gestion
420-972-91	EXCEL 5.0, sous WINDOWS
420-994-91	WINDOWS
601-001-03	Français écrit : récupération
601-002-06	Récapitulation du code grammatical
601-101-04	Langue d'enseignement et littérature
601-204-85	Communication et médias
601-911-76	Français écrit
601-935-85	Litt. et société québécoise
956-002-86	Consolidation en français I

Date limite d'inscription : le 24 janvier 1995
Renseignements sur les modalités d'inscription : 332-3000 poste 313.

95-194

Collège de Bois-de-Boulogne — ÉDUCATION DES ADULTES
L'avenir en formation
Le Collège de Bois-de-Boulogne est membre du Regroupement des collèges du Montréal métropolitain

Prochaines soirées portes ouvertes :

24 janvier 1995
15 février 1995
de 17 h à 21 h

Collège O'Sullivan de Montréal

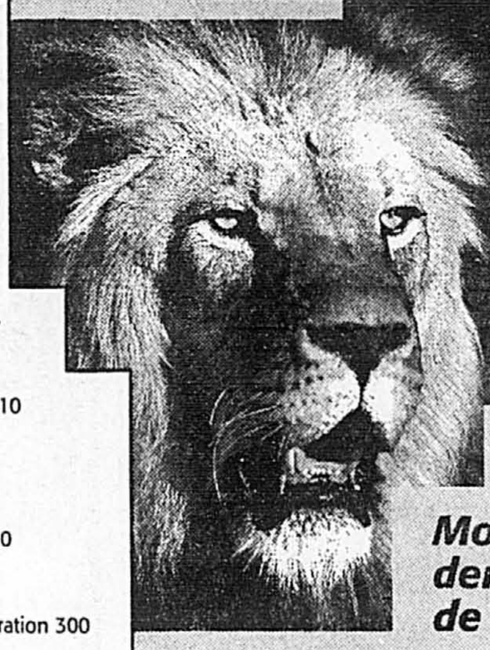
Apprendre, c'est pas bête

Entrez dans le monde des affaires

Programmes professionnels
- Techniques de bureau 412 (juridique, médical, tourisme, direction bilingue)
- Alternance travail-études en Techniques administratives 410
- Techniques juridiques 310
- Techniques de commerce international 900
- Techniques informatiques 420

Programme général
- Sciences humaines/administration 300

Cours offerts le jour et le soir.
Enseignement en français et en anglais.
D.E.C., A.E.C.



Possibilités de financement
SPRINT (Subventions et prêts individuels aux travailleurs)
Prêts et bourses
Prolongation des prestations d'assurance-chômage

Service de placement

Renseignements : (514) 866-4622

Mordez à belles dents dans l'emploi de votre choix

Inscrivez-vous dès maintenant
pour la session de septembre 1995

Collège O'Sullivan de Montréal Inc.
1191, rue de la Montagne
Montréal (Québec) H3G 1Z2
Métro Peel ou Lucien l'Allier

«Le meilleur choix en ville»

Les écoles primaires de la CECM

C'est le temps de s'inscrire !

Vous n'avez qu'à vous présenter à votre école de quartier : **du 23 au 27 janvier inclusivement, entre 9 h et 11 h 30 et entre 13 h 30 et 16 h ; le 24 janvier, jusqu' à 20 h.**

Âge requis: 4 ans (prématernelle: certaines écoles seulement), 5 ans (maternelle), 6 ans (pour la 1re année), avant le 1er octobre 1995 pour tous les cas. Présentez vous avec l'original ou une copie officielle du certificat de naissance de l'enfant

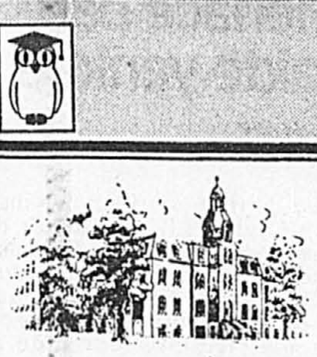
INFORMATION POUR LES ÉCOLES
de l'ouest: **596-4209**, de l'est: **596-4103**, du nord: **596-5618.**

IMPORTANT:
Si vous venez d'un autre pays et que votre enfant fréquente pour la 1re fois une école de la CECM, présentez-vous d'abord au Service des relations interculturelles de la CECM au 3737, rue Sherbrooke Est, Joliette avec les documents suivants:
- certificat de naissance,
- documents officiels d'immigration,
- attestations scolaires.

Heures de bureau: 8 h 30 à 16 h 30.

CECM
En action

MAISONS D'ENSEIGNEMENT



Pensionnat des Ursulines

26, rue Dufferin
Stanstead (Québec) J0B 3E0
Site enchanteur
à 90 minutes de Montréal

Résidence pour jeunes filles
Externat pour garçons et filles

Cours secondaire

Enseignement:
suivi pédagogique personnalisé
enrichissement de l'anglais
apprentissage de l'espagnol

Résidence:
milieu de vie accueillant
encadrement adapté à chaque niveau d'âge
transport organisé les fins de semaine
pour les garçons, possibilité de pension (Stanstead)

Séances d'information et examens d'admission le dimanche 29 janvier 1995 à 13 h 30.

Pour information et rendez-vous, téléphonez au (819) 876-2795.

Le Pensionnat des Ursulines, «Plus qu'une école... Un second chez-soi».

S2162682

cours d'anglais et de français

Cours de conversation: anglais et français
et **Préparation à l'anglais du collégial**

Les cours non-crédités sont offerts
le lundi et mercredi soir ou
le samedi matin
(février à mai)

Pour un test de classement sans frais, composez le
933-3771.

ATWATER

COLLÈGE DAWSON
Centre de l'éducation permanente
4001, boul. de Maisonneuve o.
Bureau 2H.1
Montréal QC H3Z 3G4

COLLÈGE Ahuntsic

INSCRIPTION SESSION HIVER 1995

Inscriptions tardives

le 23 janvier de 15 h à 21 h et le 24 janvier de 17 h à 21 h, au local A-1320 nombre de places limité.

Condition d'admission: posséder un diplôme d'études secondaires.
Documents requis: une photocopie du relevé de notes du secondaire V, s'il y a lieu, et un certificat de naissance.

DROITS: le montant total des droits est payable au moment de l'inscription en argent comptant ou par chèque fait à l'ordre du Collège Ahuntsic.

COURS DU SOIR OFFERTS AUX ADULTES

ANGLAIS
LANGUE ANGLAISE ET COMMUNICATION 604-101-03
LANGUE ANGLAISE ET CULTURE 604-102-03
ANGLAIS D'INTÉGRATION 604-104-03

BIOLOGIE
BIOLOGIE GÉNÉRALE I 101-301-78
BIOLOGIE HUMAINE I 101-911-78
BIOLOGIE HUMAINE II 101-921-78

CHIMIE
CHIMIE D'APPOINT 202-006-06
CHIMIE DES SOLUTIONS 202-201-75

ÉCONOMIE
RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERN. 383-924-90

ÉLECTROTECHNIQUE
ORDINATEUR-OUTIL 243-143-92
INTRODUCTION AUX MICRO-ORDINATEURS 243-260-84
INIT. CONTRÔLES DES MACHINES 243-480-84
AUTOMATISATION INDUSTRIELLE 243-662-84

ESPAGNOL
ESPAGNOL I 607-101-92
ESPAGNOL II 607-201-92

ESTIMATION EN IMPRIMERIE
ÉLÉMENTS DE PRÉ-IMPRESSION 581-708-93
SÉLECTION MATÉRIAUX EN IMPRIMERIE 581-710-93
PLANS D'IMPOSITION EN IMPRIMERIE 581-718-93
INIT. ESTIMATION EN IMPRIMERIE 581-720-93

FRANÇAIS
ÉCRITURE ET LITTÉRATURE FRANÇAIS 601-101-04
CORRECTIF I 601-111-85
THÉÂTRE 601-202-85

GÉNIE CIVIL
CONSTRUCTION BÂTIMENTS ET MATÉRIAUX 221-132-89
TOPOMÉTRIE APPLIQUÉE 221-212-89
CONSTRUC. ENTRETIEN DES ROUTES 221-322-89
STRUCTURE DE BÉTON 221-522-89
ÉQUIPEMENTS ET MÉTHODES GESTION ET RÉGLEMENTATION 221-552-89
221-562-89
221-672-89

GRAPHISME
LANGAGE VISUEL II 510-212-91
TECHNIQUES DE REPRODUCTION II 570-226-79

HISTOIRE
FOND. HISTORIQUES DU QUÉBEC 330-951-91

INFOGRAPHIE
PRODUC. DE MAQUETTES AVEC UN MICRO. 581-889-91

INFORMATIQUE
ÉLÉMENTS D'INFORMATIQUE 420-131-90
PROGRAMMATION II (LANGAGE C AVANCÉ) 420-201-90
FONCTIONS INTERNES DES ORDINATEURS 420-231-90
UTILIS. DE LOGICIELS (WORDPERFECT) 420-904-85

MATHÉMATIQUES
CALCUL DIFFÉRENTIEL ET INTÉGRAL I 201-103-77
CALCUL DIFFÉRENTIEL ET INTÉGRAL II 201-203-77
COMPLÉMENTS DE MATHÉMATIQUES 201-702-84

MÉCANIQUE DU BÂTIMENT
CHARGE DE CHALEUR-ISOLATION 221-203-89
CHAUFFAGE III 221-523-89
DÉVELOPP. DE PIÈCES DE SYSTÈMES 221-583-89

MÉTHODOLOGIE DES SCIENCES HUMAINES
INIT. MÉTHODOLOGIE SC. HUMAINES 300-300-91

PHILOSOPHIE
PHILOSOPHIE ET RATIONALITÉ 340-101-03
L'ÊTRE HUMAIN ET SON MILIEU 340-201-84
LES CONCEPTIONS DE L'ÊTRE HUMAIN 340-301-84
ÉTHIQUE ET POLITIQUE 340-401-84

PHYSIQUE
MÉCANIQUE 203-101-77
ÉLECTRICITÉ ET MAGNÉTISME 203-201-77
OPTIQUE ET PHYSIQUE MODERNE 203-301-78

POLITIQUE
IDÉOLOGIES ET RÉGIMES POLITIQUES 385-941-91

PSYCHOLOGIE
PSYCHOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT 350-901-91
PSYCHOLOGIE ET ENVIRONNEMENT 350-903-91

SCIENCES GRAPHIQUES
DESSIN TECHNIQUE 242-161-91

SOCIOLOGIE
INDIVIDU ET SOCIÉTÉ 387-960-91

TECHNIQUES ADMINISTRATIVES
INIT. ORGANISATION DE L'ENTREPRISE 401-399-90
MANAGEMENT 401-401-90
SUPERV. ET GESTION DES RESS. HUMAINES 401-435-90
COMPTABILITÉ I 410-110-90
COMPTABILITÉ II 410-210-90
GESTION DES OPÉRATIONS 410-410-90
MARKETING 410-430-90
CONTRÔLE INTERNE ET VÉRIFICATION 410-623-90
LOGICIEL DE COMPTABILITÉ APPLIQUÉE 410-852-92

TECHNIQUES JURIDIQUES
DROIT CIVIL I 310-203-94
DROIT CIVIL II 310-313-94
DROIT CIVIL III 310-423-89
DROIT CRIMINEL II 310-503-89
LABORATOIRE CONTENTIEUX 310-543-89
LABORATOIRE NOTARIAL 310-653-89

TECHNIQUES POLICIÈRES
STUPÉFIANTS 310-001-94
OBSERVATION ET SES MÉTHODES 310-144-85
ENQUÊTE CRIMINELLE 310-551-95
PRÉVENTION DU CRIME 310-730-77
FILATURE 310-750-77
TECHNIQUES D'ENQUÊTES 310-751-77
INCENDIES CRIMINELS 310-760-77
PROTEC SCÈNE CRIME 310-775-77
CIRCULATION 310-990-71

Renseignements:
Collège Ahuntsic
Éducation permanente
9155, rue Saint-Hubert, Montréal
H2M 1Y8 Tél.: 389-5921

Jarry et Crémazie

Prospectus et horaire des cours disponibles au Service de l'éducation permanente, local A-1320.

Des personnes-ressources seront présentes au moment de l'inscription.

ACTIVITÉS SPORTIVES:
NATATION, AQUAFORME, PRÉNATAL, DANSE AÉROBIQUE, TAI-CHI, SUPER-STEP, BODY DESIGN, YOGA ANTI-STRESS, GOLF, BADMINTON, MUSCULATION.

Inscriptions à la piscine

INFORMATIONS: 389-5921, POSTE 2930

S2190108

ENTREZ DANS L'INDUSTRIE DE LA MUSIQUE

- **CONCEPTION SONORE ASSISTÉE PAR ORDINATEUR (A.E.C. 901.24)**
- **PRÊTS ET BOURSES (MESS, SPRINT)**
- Programme hors collégial, hors bourses :
  TECHNOLOGIE DE L'INGÉNIERIE DU SON
- Studios d'enregistrement et labos • Durée : moins d'un an
- Nombre de places limité • Prochaine session : bientôt

APPELEZ
845-4141
451, rue St-Jean, Montréal

INSTITUT TREBAS

Formation et perfectionnement pour l'industrie de la musique depuis 1979

AU CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU

Formation de qualité • Encadrement solide • Vie scolaire enrichissante

SECTEUR PRÉUNIVERSITAIRE
Sciences de la nature • Sciences humaines et de l'administration
Arts visuels et communication • Lettres
Baccalauréat international

Pour des études supérieures

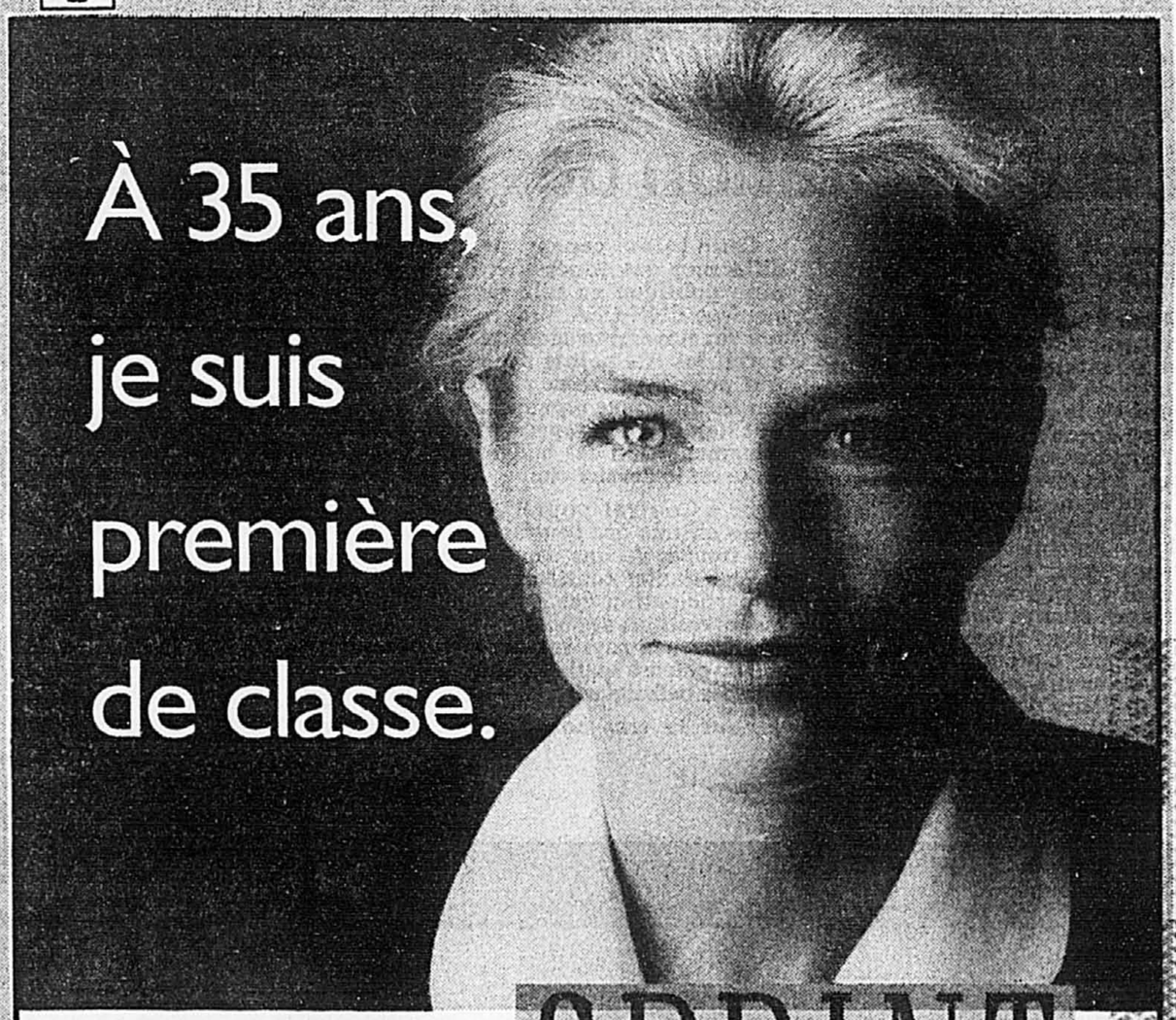
SECTEUR TECHNIQUE
Soins infirmiers • Technologie de l'architecture
Technologie du génie civil
Technologie de l'électronique industrielle
Technologie physique • Techniques administratives
Bureautique • Informatique

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU
(à deux pas du parc Angrignon)

Date limite d'inscription 1er mars 1995

S2190912

Pour brochures et visites guidées: 364-3320, poste 169



SPRINT

SUBVENTIONS ET PRÊTS INDIVIDUELS AUX TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES

RETOURNER AUX ÉTUDES À TEMPS PLEIN, C'EST POSSIBLE!

Le programme SPRINT s'adresse à vous, travailleuses et travailleurs actifs sur le marché du travail depuis au moins six ans. SPRINT vous permet de suivre une formation professionnelle au secondaire ou au collégial tout en bénéficiant d'une aide financière avantageuse.

AIDE FINANCIÈRE
ENVIRON **90%** DE VOS REVENUS D'EMPLOI DISPONIBLES APRÈS IMPÔT.

SPRINT, c'est simple et rapide! Pour plus de renseignements sur votre admissibilité, communiquez avec le Centre de gestion SPRINT ou procurez-vous le dépliant disponible dans les caisses Desjardins et dans les bureaux de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre.

(514) 288-9931
Région de Montréal

1 800 667-7972
Extérieur de Montréal

Desjardins

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE

MONDE

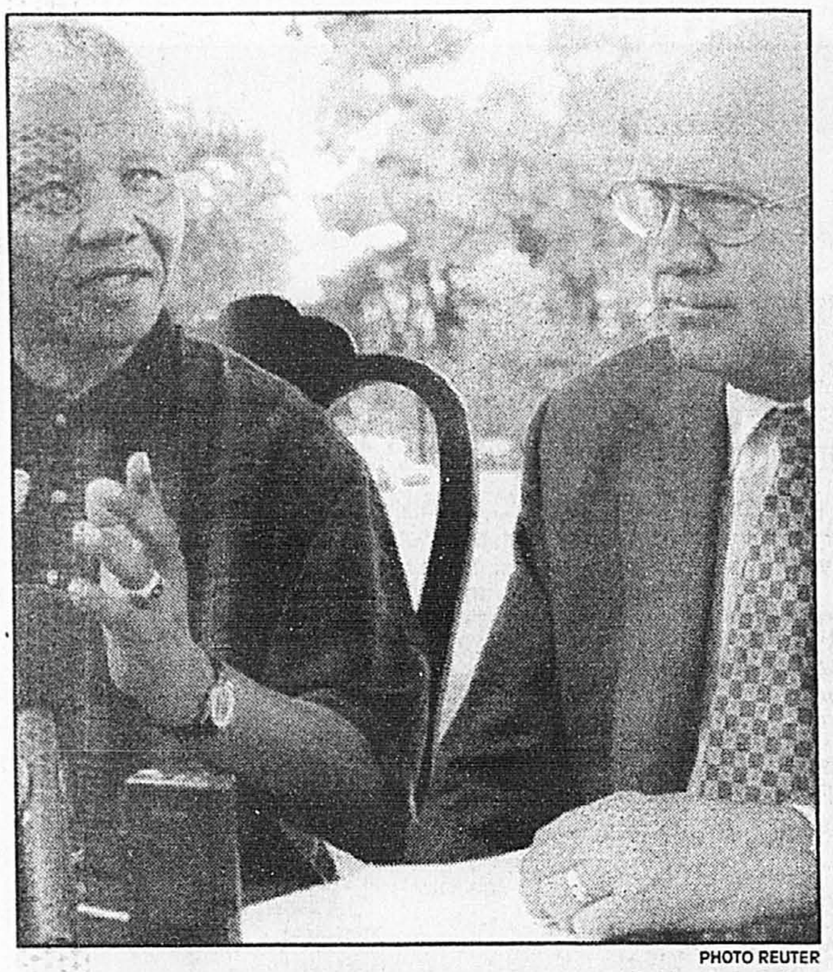


PHOTO REUTER

Le président sud-africain Nelson Mandela et le président adjoint F.W. de Klerk ont aplani hier à Pretoria le différend qui a menacé un temps de faire éclater le gouvernement d'unité nationale de l'Afrique du Sud.

La crise politique est désarmorcée en Afrique du Sud

d'après Reuter

JOHANNESBURG

■ Le président Nelson Mandela et son vice-président blanc Frederik de Klerk ont annoncé hier avoir désamorcé la crise politique qui pointait en Afrique du Sud.

« Notre discussion a réussi à dissiper les malentendus sur tous les points en question et à rétablir la confiance mutuelle », déclarent le chef de l'État sud-africain et son prédécesseur dans une communiqué commun.

« Ayant en l'esprit de servir au mieux les intérêts du pays dans son ensemble, nous sommes convenus de prendre un nouveau départ qui nous aidera à éviter tout renouvellement de la situation survenue cette semaine au sein du gouvernement. »

Auparavant, De Klerk avait parlé de « crise grave » entre les ministre blancs et le gouvernement. Il avait affirmé n'exclure « aucune option » tout en soulignant que les rumeurs sur sa démission étaient prématurées.

Le Parti national de De Klerk avait jeudi soir très vivement critiqué le Congrès national africain de Mandela pour avoir pris à partie des ministres blancs à propos de l'immunité dont bénéficieraient ministres et policiers de l'ancien régime d'apartheid.

▶ REPÈRES ❑ *Allemagne de l'Est*

Braderie ou privatisation réussie ?

GILBERT GRAND

■ Créée le 1er mars 1990 pour privatiser au plus vite l'économie est-allemande, la Treuhandanstalt (« Société fiduciaire »), le plus grand holding d'État au monde, a mis fin à ses activités, le 31 décembre dernier à Berlin, presqu'en catimini en raison sans doute de son bilan fort contesté aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est.

Même si sa présidente Birgit Breuel affichait la satisfaction du devoir accompli (1,5 million d'emplois sauvegardés, quelque 134 milliards $ US d'investissements garantis), il est loin d'être certain que soit achevée ainsi — tel que le gouvernement de Bonn l'espère — la phase la plus ardue et onéreuse de l'unification économique allemande. « L'opération a réussi mais le malade est presque mort », ironisait à ce propos la *Süddeutsche Zeitung*.

Pendant quatre ans, la Treuhand a servi de bouc émissaire pour tous les dérapages de la réunification, permettant aux dirigeants politiques de se retrancher en deuxième ligne malgré leurs bévues. À l'Est, elle est toujours synonyme de chômage et de déclin social, à l'Ouest, de dilapidation de milliards de deutschemarks.

À sa décharge, il faut pourtant bien admettre que la Treuhand s'était vu confier un mandat au départ déjà sans précédent et qui s'est vite transformé en « mission impossible » : la restructuration rapide d'une économie planifiée socialiste en une économie de marché démocratique performante, mais le tout en sauvegardant des sites industriels vitaux, en préservant le plus d'emplois et d'investissements possibles.

D'emblée, la Treuhand hérite de la gestion de quelque 8000 entreprises (subdivisées par la suite en 14 000 unités), ainsi que d'immeubles, de terres agricoles, de forêts, de stations service, du journal du PC *Neues Deutschland*, et même du chalet de vacances d'Erich Honecker. Des biens que Berlin-Est estimait à 830 milliards $ US et dont le premier président de la Treuhand Detlev Rohwedder (assassiné en 1991 par la Fraction Armée rouge) espérait en tirer 400 milliards $ US. (Ultimement, la Treuhand n'en obtiendra que 50 milliards $ US).

C'est qu'alors tous les experts ont découvert avec consternation qu'ils s'étaient lourdement trompés : non seulement la RDA traîne une dette extérieure de 73 milliards $ US, mais les fleurons de son industrie, ces combinats qui faisaient figure de modèle dans le bloc communiste, ne sont la plupart que des monstres aux pieds d'argile, des édifices à la Potemkine, désespérément vétustes, non rentables et employant un personnel pléthorique. Au délabrement et à l'insuffisance des infrastructures s'ajoute dans des régions sinistrées, comme le triangle Halle-Leipzig-Bitterfeld, une pollution à donner des cauchemars à l'écologiste le plus endurci et à dissuader tout investisseur potentiel.

Puis deux chocs consécutifs passent près de terrasser l'économie des nouveaux Länder (ex-RDA) : l'unification monétaire de juillet 1990 (sur la base paritaire de 1 mark de l'Est pour 1 deutschemark) rend du jour au lendemain les produits est-allemands inabordables pour leurs marchés traditionnels et incapables de résister à la concurrence brutale de ceux de l'Ouest. La dissolution du Comecon amène parallèlement la disparition des marchés vitaux russes et est-européens.

Devant le refus du chancelier Helmut Kohl d'admettre une Allemagne sociale à deux vitesses, la Treuhand doit parer au plus pressé et jouer les pompiers. Des pans entiers de l'industrie est-allemande cessent toute activité, des millions d'emplois sont en suspens. Pour éviter une explosion sociale et maintenir les salariés dans leurs usines paralysés, on invente la formule d'emplois « à temps partiel zéro », on assure liquidités et subventions aux entreprises, puis on attire les « repreneurs ». Avec pour règle prioritaire d'accorder le lot non aux plus offrants mais à ceux qui garantissent le maximum d'investissemnts et d'emplois, même si pour cela il faut donner un coup de pouce, épurer de vieilles dettes et aider aux plans sociaux.

Dans la grande braderie de cette privatisation menée tambour battant sous la présidence de Birgit Breuel, les contrôles ont été longtemps trop lâches (particulièrement dans l'annexe de Halle), laissant le champ libre à certains aventuriers soucieux d'éliminer un concurrent et à d'autres spéculateurs véreux. Des scandales ont renforcé auprès des « Ossies » l'image exagérée d'une Treuhand « fossoyeur » au service du capital ouest-allemand.

Pourtant, celle-ci n'avait guère de choix : assurer la survie d'entreprises en difficulté, comme le souhaitaient les syndicats, aurait encore fait grimper la facture ; subventionner en permanence des structures dépassées (sidérurgie, chantiers navals, bassins miniers) ne fait que repousser une nécessaire et urgente restructuration.

Le bilan final des opérations du holding d'État est loin d'être négligeable : des 14 000 unités du départ, 3700 ont été liquidées, 66 restent à vendre, 3000 ont été acquises par leurs ex-cadres est-allemands (*management buy-out* —MBO), le reste par des investisseurs étrangers ou ouest-allemands. Les contrats signés garantissent le maintien de 1,5 million (sur 3,5 millions) d'emplois et 134 milliards $ US d'investissements. La Treuhand laisse cependant à la charge de l'État une dette de quelque 180 milliards $ US.

Avec un taux de croissance proche de 10 p. cent, les Länder de l'Est ont retrouvé leurs niveaux de production de 1990 et les grands secteurs ont réussi leur rattrapage. Mais ce « miracle » est bien fragile et pourrait n'être qu'un « tour de passe-passe », comme le craint le député SPD Otto Schily. Plus du tiers des emplois promis ne sont protégés par aucune sanction dans le contrat si les investisseurs ne respectent par leurs engagements.

En outre, nombre de MBO sont au bord de la faillite et devront renégocier des aides supplémentaires avec les quatre organismes fédéraux qui ont pris la relais de la Treuhand, en particulier l'Office par les tâches spéciales issues de la réunification (BVS). La facture n'a donc pas fini de grimper.

Mexico ne se sent pas menacé par l'aide yankee

d'après AFP

MEXICO

■ Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir depuis 65 ans) a « rejeté fermement » hier toute mise en cause de la « souveraineté » nationale après les conditions mises par les États-Unis à leur aide au Mexique.

Le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, a annoncé hier que les revenus pétroliers mexicains serviront de caution aux garanties de prêts que les États-Unis se proposent d'accorder à Mexico, et qui pourraient s'élever à 40 milliards de dollars.

Plusieurs heures après l'annonce américaine, ni le ministère des Finances ni la présidence mexicaine n'avaient encore officiellement fait connaître l'acceptation ou le refus de ces conditions.

« Les difficultés économiques qu'affronte notre pays ne doivent pas affecter notre souveraineté sur nos ressources naturelles, ni notre futur et notre viabilité comme pays libre et indépendant », affirmé le PRI dans son communiqué.

Le parti au pouvoir ajoute qu'il appuie le président Ernesto Zedillo « dans son engagement de ne pas accepter que les négociations internationales s'effectuent au détriment de la souveraineté nationale ».

Le président mexicain avait déclaré jeudi : « On ne peut pas accepter que les négociations en cours se fassent au détriment de notre souveraineté », sans cependant mentionner explicitement les ressources pétrolières.

Le PRI avertit d'autre part dans son communiqué qu'il « se manifestera ouvertement et publiquement auprès de toutes les entités du pays pour la défense de (la) souveraineté et le respect de (l')intégrité nationale ».

C'est la première fois depuis le début de la crise monétaire, le 20 décembre dernier, que le PRI s'exprime aussi nettement. Sa réaction confirme à quel point la question du pétrole est sensible au Mexique et pourrait réduire la marge de manoeuvre du président Zedillo, estiment les observateurs.

L'augmentation des budgets de Défense divise les républicains

d'après AFP

WASHINGTON

■ Les « faucons » du parti républicain, adeptes d'une sérieuse augmentation des budgets annuels de la Défense et d'une reprise de la « Guerre des étoiles », vont éprouver les plus grandes difficultés à imposer leurs vues face à la division du Congrès sur ce sujet et de l'opposition de l'opinion publique.

Ces républicains reprennent à leur compte les arguments utilisés il y a quinze ans par Ronald Reagan dans sa campagne contre le président Jimmy Carter qui consistent à accuser les démocrates de mettre en péril la puissance militaire du pays sous prétexte de faire des économies.

Cette fois-ci cependant, à la différence des années 80, l'opinion publique ne suit pas : un sondage CNN-USA Today effectué fin novembre montrait que parmi les dix points du « Contrat pour l'Amérique » défendu par les dirigeants républicains de la Chambre des représentants, l'augmentation des budgets Défense est le dernier cité.

Le « Contrat pour l'Amérique » affirme que l'entraînement des troupes décline depuis 1992. Il veut limiter considérablement la participation des Américains aux opérations des Nations unies et engager le pays vers un système de défense spatiale contre les missiles balistiques.

Pour la très conservatrice « Fondation Héritage », le pays doit de toute urgence « améliorer sa force militaire et sa crédibilité ». Selon ce groupe de réflexion, la capture en décembre dernier d'un aviateur américain par les autorités nord-coréennes constitue « le dernier exemple du vacillement et de l'indécision qui caractérisent la politique étrangère américaine depuis deux ans ».

Floyd Spence, président de la Commission de la sécurité nationale de la chambre, et Bill Young, qui dirige la sous-commission des Appropriations, souhaitent une augmentation de 126 milliards de dollars sur les cinq prochaines années, dont 85 milliards pour les systèmes de défense anti-missiles, une dizaine de milliards pour améliorer les conditions de vie dans les casernes et une vingtaine de milliards pour l'entraînement.

Les républicains ne sont cependant pas unis dans leurs efforts. Ainsi, le sénateur John McCain, qui mène l'offensive sur le thème « plus de défense », est opposé à une résurection de la « Guerre des étoiles ». « Les estimations financières rendent extrêmement difficile toute tentative de faire revivre un système de défense spatiale », estime-t-il.

Il s'oppose en cela au président de la Commission sénatoriale des forces armées, Strom Thurmond, qui a réaffirmé dès l'ouverture du nouveau Congrès sa volonté d'une relance des programmes spatiaux de défense anti-missiles.

En outre, les républicains modérés ne tiennent pas vraiment à augmenter de façon substantielle les budgets Défense et sont en cela proches du courant démocrate.

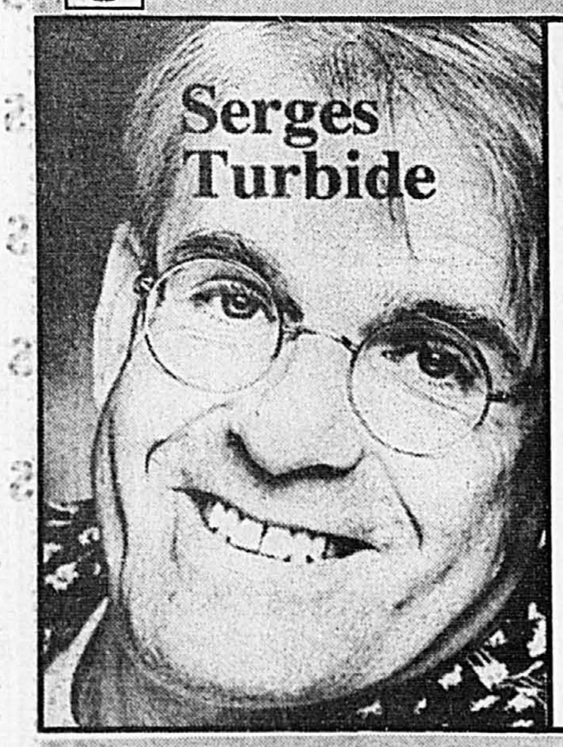
Le Pentagone compte les points. « Il y a des divisions au parti républicain sur les sommes à dépenser pour la Défense. Il y a de vrais faucons des réductions budgétaires au sein de ce parti et je pense que les responsables du parti républicain vont devoir établir leurs priorités », estimait jeudi le porte-parole du Pentagone Kenneth Bacon.

En janvier dernier, l'administration Clinton avait annulé le programme de détecteurs spatiaux « Galets Doués », estimant qu'aucune puissance ennemie n'était en mesure de menacer les États-Unis par missiles balistiques.

En revanche, le Pentagone insiste pour obtenir des crédits spécifiques afin de faire face aux opérations imprévisibles.

L'an dernier, l'envoi de troupes dans le Golfe a coûté 475 millions de dollars, en Somalie 460 millions, en Haïti 180 millions et au Rwanda 120 millions. La Corée a représenté un surplus de 80 millions tandis que la Bosnie a « coûté » aux États-Unis 275 millions et que le sauvetage des « balseros » cubains a été estimé à une centaine de millions de dollars.

MAISONS D'ENSEIGNEMENT



FORMAT Cours du soir

— ANIMATEUR-TÉLÉ
— COMMENTATEUR SPORTIF
— RECHERCHISTE

Peut-être désirez-vous réorienter votre vie? Alors entrez dans l'univers de la communication. Le développement de l'autoroute électronique ouvre des perspectives de carrière considérables. À vous d'en profiter!

L'Institut FORMAT vous offre une série de stages à l'interne sans exigences pré-requis. Professeurs réputés, studios, caméras. L'Institut est accrédité par la S.Q.D.M. Les stages sont déductibles d'impôts à 100 %.

ATTENTION !

Encore quelques places disponibles pour la session débutant en février.

Informations et inscription immédiate : 527-6505

L'INSTITUT FORMAT

1389, boul. René-Lévesque Est (Face à la Maison de Radio-Canada) S2191141

HYPNOSE

CERTIFICAT en HYPNOSE
FORMATION INTENSIVE
☆ 2 fins de semaine ☆
18 et 19 FÉVRIER 1995
4 et 5 MARS 1995
INSCRIPTION IMMÉDIATE
Jacques Camiré, dir.
E.F.P.H.Q.
381-7038
8344, St-Denis, Montréal H2P 2G8 S2189100

COURS D'INITIATION À LA DÉCORATION INTÉRIEURE I, II, III, IV, V

- ÉTALAGISTE
- CUISINISTE
- SALLES DE BAIN
- TECH. DE RENDU
- ATELIERS DIVERS

Sous la direction des ARTISANS DU MEUBLE QUÉBÉCOIS INC.

Renseignements: 866-1836 Début des cours: 13 fév. 1995

88, RUE ST-PAUL EST, Vieux Montréal H2Y 1G6 S2170229